libertaire • égalitaire

A voix autre

www.avoixautre.be

feuille de chou de Bruxelles et d'ailleurs

Printemps 2007 - N°10 - PRIX LIBRE - **3000** EX - «Vous voulez la misère secourue, moi je la veux supprimée.» [Victor Hugo]

Attention à la MARGE!

EDITO

Sortons du Rang Social! En avant, Marge !

Malgré plusieurs débrayages, la direction de VW a réussi à contraindre les travailleurs de l'usine de Forest à accepter une *« économie »* de 20% sur les coûts salariaux. Ce qui se concrétisera par le passage de 35 à 38 heures/semaine. Tel est le prix payé le 27 février par les 2.142 salariés restant pour bosser sur l'Audi A1. Ecœurant, lorsqu'on sait que le groupe VW-Audi-Skoda a doublé ses bénéfices. De 1,12 milliard d'euros en 2005, ils sont passés à 2,75 milliards d'euros en 2006… Les actionnaires peuvent compter leurs sous de long en marge.

Plus ça ira, plus un emploi – n'importe lequel – sera une aubaine : c'est la dèche noire qui menace ceux qui ne se soumettraient pas au dictat du marché. La pauvreté frappe 10,7 % de la population en Flandre et 17,5 % en Wallonie ; soit un Belge sur sept. Etre pauvre, ça signifie survivre avec moins de 822 euros par mois pour une personne isolée ou moins de 1.726 euros par mois pour un ménage composé de deux adultes et deux enfants. Sans la moindre allocation, ce serait pas moins de 41,8 % de la population qui subirait la pauvreté ! La société capitaliste relègue toujours plus de monde dans la marge.

A droite, alors que la tension sociale monte doucement, on entonne le cantique du respect de l'autorité, à la plus grande joie de ceux qui nous aiment obéissants et résignés. Ce prêche nous revient comme un écho au très ancien respect des maîtres ; respect de la Patrie ; respect du père, du prêtre et du patron ; respect de la loi, de la croix et de la bannière… Les bons apôtres de l'ordre moral se prennent à rêver d'une Ecole qui serait la première étape de la mise au pas des jeunes. Et ils ne parlent pas seulement d'écrire sur les lignes et de tracer les fameux 3 cm de marge.

A gauche, la méthode est toujours la même : plutôt que de s'attaquer aux causes, on préfère traiter les effets. D'où l'apparition de dispositifs pour résoudre la misère sociale à l'école. Il en est ainsi du décret *« inscriptions »* de la ministre de l'Enseignement Arena (PS), passé le 28 février au Parlement de la Communauté française. Dès 2008, ce sera donc fini de changer d'école à l'intérieur d'un cycle deux ans en primaire et au début du secondaire. Mais cela suffira-t-il à offrir aux élèves une école proche de leur domicile, vraiment de qualité et socialement diversifiée ? Les socialistes de gouvernement – même lorsqu'ils sont courageux – permettent le maintient de tout le système compétitif et sélectif, et la préservation des privilèges de ceux qui prétendent nous diriger.

La question sociale ne se règlera sans doute que par la mise en place de l'autogestion et le partage des richesses. Nous n'aurons que ce que nous créerons. En avant, même si, de l'espoir à la réalité, il y a encore un peu de marge.

Comme aurait dit Prévert : *« En entendant parler d'une société sans classes, l'enfant rêve d'un monde buissonnier. »*



BRÈVES ET MÉCHANTES

Des papiers et de l'argent !

En Espagne, 15% des 600 000 travailleurs étrangers régularisés en 2005 se sont vu refuser un renouvellement de permis parce qu'ils n'ont pas montré de preuves suffisantes de travail ou qu'ils ont simplement changé de poste. Si une tentative sur six de passer de l'Afrique aux Canaries par la mer se solde par la mort, les cinq autres ne sont même plus sûrs d'obtenir le droit de se faire exploiter.

Pinocchio social-démocrate

Evolution des profits des firmes du CAC 40 entre 2000 et 2005 : + 54%. Evolution des dividendes qu'elles ont versés à leurs actionnaires pendant ces 5 ans : + 71.7%. Evolution des investissements de ces mêmes entreprises au cours de la période : - 41.4%. Nom du génie social-démocrate qui a déclaré : *« Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain qui seront les emplois d'après demain »* : Helmut Schmidt, ancien chancelier allemand. (*Le Plan B* n°6, février. 2007)

Légion d'horreur

En 1981, *« Le Canard enchaîné »* publiait des documents signés de la main de Maurice Papon prouvant sa responsabilité, en tant que Secrétaire général de la préfecture de la Gironde, dans la déportation de 1690 Juifs de Bordeaux à Drancy, destination finale Auschwitz, sous l'Occupation entre 1942 et 1944. Inculpé en 1983, il se présente libre, au bout de quinze ans d'instruction, devant la cour d'assises de Bordeaux qui le condamne en 1998 à dix ans de réclusion criminelle pour *« complicité de crime contre l'humanité »*. Il faudra attendre 1999 pour qu'il soit incarcéré, après une fuite rocambolesque en Suisse, et il sera remis en liberté moins de trois ans plus tard, en 2002, grâce à l'application de la loi Kouchner car *« le pronostic vital était engagé »*, mais il lui survivra plus de quatre ans puisqu'il est mort ce 17 février 2007 à l'âge de 96 ans ! Nous n'oublions pas qu'il a continué à bénéficier des honneurs et des ors de la République française malgré sa collaboration avérée et connue avec le régime de Vichy. Nous n'oublions pas qu'il a bénéficié d'une scandaleuse libération, alors que des milliers de personnes, bien plus malades et bien moins dangereuses que lui, restaient, elles, en prison. Papon a tenu à être enterré avec sa Légion d'honneur. Puisqu'un homme comme lui l'a portée, c'est l'inverse qui fallait faire : enterrer la Légion d'honneur avec Papon.

Tribunal des flagrants délires

Z'étaient plutôt en verve, la procureure et le président lors du procès qui s'est ouvert le 8 février contre l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo, poursuivi pour la publication des caricatures du prophète Mahomet. 18 h 15, la procureure, Anne de Fontette, refuse de suivre la partie civile : *« Il faut rappeler que Charlie Hebdo est un journal d'une nature particulière dont la tradition anarcho-libertaire est profondément anticléricale, la religion catholique étant la première à en subir les conséquences. La caricature ne prétend pas informer ou décrire la réalité, mais donner une opinion. Une presse démocratique doit-elle s'interdire ou être interdite de critiquer une religion ? Il est temps de faire du droit. La Cour européenne des droits de l'Homme a statué dans une autre affaire que "la critique certes acide n'insulte pas l'ensemble des croyants, même si ces derniers peuvent se sentir offusqués"*. Conclusion : *"Les éléments constitutifs des poursuites ne sont pas réunis"*. » Applaudissements dans la salle. Le président reprend : *« Ici, ce n'est pas comme à l'église, on n'applaudit pas. »*... Jugement le 15 mars.

Un avion, c'est indigeste

Stigmatiser les produits prédateurs de notre environnement en leur collant une étiquette dessus. C'est l'idée originale qu'a eue le collectif *« Avion rouge »*, qui tire son nom d'un exemple frappant : le transport d'1kg de viande de bœuf d'Argentine émet 9kg de CO_2 dans l'atmosphère. Une recette pour le moins indigeste, mais pas plus que de manger des fraises en janvier. Pour en savoir plus et agir : http://avionrouge.blogspot.com/

L.J.

Dame de fer 2

Aux Philippines, 824 activistes ont été assassinés par le régime de Mme Arroyo depuis 2001. Parmi la liste noire de l'armée, 33 organisations légales et six partis politiques de gauche. Le gouvernement se défend : « C'est la guerre contre le peup… euh… le terrorisme ! »

Justice biodégradable

Monsanto, multinationale agrochimique bien connue des militants écologistes, vient d'être condamnée en France pour publicité mensongère. Le *Round up*, son célèbre désherbant, y était présenté comme biodégradable et laissant *« le sol propre »*. Après des études et un procès, le verdict a tranché sur 15 000 euros d'amendes. Symbolique, mais ridicule en comparaison de l'immensité de la pollution que ce produit a généré au cours des 25 dernières années.

Marcher sur de la merde...

… ce n'est pas agréable. C'est pourquoi la STIB qui n'aura décidément jamais peur de rien a décidé d'innover en disposant des pubs sur le sol de ses stations, Arts-Loi en premier. Déjà qu'il y avait de la merde dans les journaux, sur les murs et même dans les véhicules de la STIB eux-mêmes… Si, pour certains, aplatir une crotte est synonyme de chance, pour la STIB faire marcher ses usagers sur de la merde sera source de profit. Mais soyons positifs, cela nous donne au moins le plaisir de piétiner de la pub

Le nucléaire nique la crise !

Tu ne trouves pas de boulot, mais tu es prêt à te sacrifier corps et âme pour une fantastique aventure de science-fiction ? Suez, le groupe énergétique franco-belge cherche 700 spécialistes nucléaires.

L.J. (*Métro*, 8/2/07)

Superstitieux

C'est nouveau, les immatriculations des engins l'armée belge ne comporteront pas le chiffre 13. Un avion de guerre américain récemment acheté sera nommé « CH-14 » au lieu de « CH-13 ». Qui a dit que les militaires ne savaient pas compter jusqu'à dix ?

Social

Des casernes pour ré-éduquer les délinquants ? Non à la trique militariste !

Suite au meurtre d'un jeune homme à Ostende, le ministre de la Coopération au développement Armand de Decker s'est déclaré le 9 février favorable au placement des jeunes délinquants dans des unités disciplinaires de l'armée. Le Mouvement réformateur approuve. Le clairon sonne le retour de l'ordre moral et de la militarisation de la société.

Une, deux ! Une, deux ! Le ministre de la Coopération au développement Armand De Decker s'élance au pas de course vers les élections législatives. Après avoir proposé de relancer le service civil sur « *base volontaire* », le voilà qui propose de placer les jeunes délinquants violents non pas en prison mais à l'armée, dans des « *unités disciplinaires, sous contrôle judiciaire* ». On sent très vite les trésors de pédagogie que le caporal De Decker peut déployer pour les jeunes « *en panne de repères* », « *en quête de valeurs* » : « *Ils apprendraient qu'il existe plus fort qu'eux.* » Bondiou d'bondiou, m'en va dresser c'te gaillard-là... A l'état-major du Mouvement réformateur, Didier Reynders remarque que cette idée « *rejoint le programme du MR* ». [1]

Ce projet ne tombe pas du ciel. L'émotion provoquée par le meurtre de Joe Van Holsbeeck pour un MP3 en avril 2006 et celui de Bart Bonroy pour une cigarette le 3 février sont inscrits en filigrane de cette proposition sécuritaire. Il s'agit donc davantage d'émocratie que de démocratie posée lorsque De Decker déclare que « *la violence gratuite augmente chez les jeunes. Les parents sont de plus en plus en décrochage d'avec leurs enfants. Avec le service militaire, les jeunes étaient confrontés à la discipline, l'hygiène, la solidarité interpersonnelle...* » [2] A côté de cette mesure, De Decker en propose deux autres dont le but avoué est également de rediscipliner la jeunesse.



La Grande Muette doit en être bouche bée : il n'y en a pratiquement que pour elle. De Decker veut ainsi relancer l'idée d'un « *service civil ou militaire volontaire* ». Et de compléter : « *Cela peut se faire chez nous : à la Protection civile, dans les CPAS ou à l'armée.* » La philosophie du jour semble se résumer à : Puisque ces p'tits gars ont de l'énergie à revendre autant que ce soit sous l' drapeau... Et puis, pourquoi pas, p't-être même qu'y z'aimeront ça et qu'y z'y trouveront un boulot...

On ne pouvait guère attendre de grandes mesures sociales de la part d'un ministre libéral, mais l'on croit avoir les oreilles en forme de lavabo lorsque De Decker déclare que « *les jeunes en fin de secondaire devraient faire un stage de 15 jours dans le secteur public. Ce serait un filet social pour rattraper les moins favorisés.* ». [3] Qu'apprendrait-on de si pédagogique dans ces stages ? « *On y expliquerait nos institutions, on y enseignerait des règles de discipline ou de respect des autorités.* », précise le ministre. [4] Dès fois que le retour à l'ordre moral ne serait pas assez clair, il annonce que ces stages seraient donnés par « *le fédéral, les Communautés ou l'armée.* » Dans cette confusion des genres, il y a comme un air (de clairon) de militarisation de la société. Apprentissage de la discipline, respect des autorités... A travers ces mesures de droite body-buildée, s'agit-il pour le ministre De Decker de gérer à la fois la dégradation sociale et de faire face aux violences mais aussi de se prémunir contre... les contestations sociales ? Et que recouvre exactement la notion floue de « *délinquance* » ? Fera-t-on un séjour au bataillon après une manifestation pour la revalorisation de l'enseignement, comme on en a connu en 1996 ?Puisque De Decker semble se soucier des « *moins favorisés* », ne devrait-il pas s'interroger sur les causes sociales et économiques de la violence de certains jeunes ? Nous ne lui ferons pas l'affront de lui rappeler l'existence des régions sinistrées, ni celle des quartiers-ghettos ni celle des logements à la limite de l'insalubrité. Nous ne lui rappellerons pas non plus les écoles-ghettos ni le chômage qui donne à la vie des allures de cul-de-sac... Aider les « *moins favorisés* », ça ne passe pas par l'instauration d'un service civil ou militaire « *volontaire* » (avant d'être obligatoire ?). Travailler avec des jeunes, leur permettre de construire LEUR futur, nécessite d'écouter leurs attentes, de revaloriser l'enseignement, de mettre en place des cours d'éducation civique, de lutter pour l'égalité économique et sociale notamment dans les secteurs du logement et de l'emploi.

Il est temps de faire le lien entre pauvreté, exploitation, oppression et délinquance patronale. D'aller chercher réellement les données sociales et les chiffres pour foutre en l'air toutes ces rumeurs volontaires sur la classe sociale dangereuse que seraient les « *jeunes* ». Certains ministres semblent vouloir revenir à l'« *éducatif* » par le développement des foyers fermés, des stages « *éducatifs* », de l'apprentissage de normes de soumission pour une société qui marche au pas. Si ces mesures se veulent nouvelles, l'idéologie sécuritaire dont elles sont issues ne l'est pas. Actuellement, même si la contestation grandit chez les travailleuses et travailleurs sociaux, psy, enseignants, la mobilisation a du mal à sortir du milieu « socio-éducatif », alors qu'il s'agit bien d'un problème politique, de société.

Les élections législatives 2007 donnent décidément des idées surprenantes aux uns et aux autres. Et ce qui sortira des urnes ne risque pas de changer grand-chose puisque gauche et droite ont sensiblement la même approche en matière de sécurité.

[Louise]

[1] « Le Soir » du 9 février 2007
[2] « Le Soir » du 9 février 2007
[3] « La Libre Belgique » du 10 février 2007
[4] « Le Soir » du 9 février 2007

Apparition de la biométrie dans une école de Liège

Dès ce 5 février, les élèves du collège Marie-José doivent s'identifier par leurs empreintes digitales pour entrer dans leur école. Le collège Sainte-Véronique et Marie-José de Liège est le premier à introduire la biométrie en Wallonie. Une technologie qui pose pour le moins question.

Bienvenue en 1984, Monsieur Orwell ! Après deux écoles de Bruxelles, c'est au tour de l'école libre Marie-José de Liège d'installer un système de contrôle des empreintes digitales pour permettre l'accès des élèves au bâtiment.

Le directeur de l'école a justifié la mise en place du système par plusieurs problèmes : « *Des personnes qui n'ont rien à faire à l'école viennent dans l'établissement pour faire des dégradations, voir s'ils ont un contentieux avec nos élèves. Dans d'autres cas, ce sont des parents de mauvaise humeur qui veulent venir rencontrer professeurs ou élèves.* » Ce système permettrait également aux éducateurs de se consacrer davantage à leur tâche plutôt qu'à celle de compteur de présence. Symptômatique de l'état de l'enseignement belge, le déficit de personnel éducatif et enseignant est ici résolu par l'introduction d'une technologie suspecte.

Nous engageons les élèves de l'école Marie-José à refuser massivement d'enregistrer leurs empreintes, comme ils devaient le faire ce 5 février. Nous les engageons d'autant plus que le Directeur a précisé que « *l'élève qui refusera de les enregistrer ne sera pas pénalisé* ».

Vers le contrôle permanent

Les expériences de contrôle biométriques de nos activités (contrôle de l'accès à l'entreprise, au self, au parking etc.) se multiplient. Si de nombreux moyens technologiques de contrôle existent déjà et permettent depuis peu la traçabilité de nos comportements sociaux (le téléphone portable, l'internet, la carte bancaire etc), la biométrie, le plus souvent présentée de façon anodine, constitue bien de part les données qu'elle enregistre, le moyen de contrôle potentiellement le plus dangereux pour la liberté individuelle.

Pour des raisons déontologiques, professionnelles et politiques, nous dénonçons plus particulièrement son installation « *expérimentale* » dans les écoles.

Dans le contexte actuel, où le gouvernement répond aux problèmes des établissements scolaires par un discours répressif et sécuritaire, nous craignons que, ajouté à la vidéosurveillance et à la circulaire « *PLP41* » qui vise entre autres à signaler les individus « déviants » à la police, ce nouveau moyen transforme l'école en instrument de contrôle social. S'il y a effectivement des actes d'incivilités et de violence qui perturbent la vie scolaire, il temps de s'interroger sur leurs causes économiques et sociales. Et temps de résoudre ces problèmes en amont. (Voir l'article « *Violence à l'école. Des pistes face au tableau noir* »)

La situation nous inquiète d'autant plus que, en acceptant la biométrie, l'Ecole familiarise les plus jeunes à son usage. Elle participe donc à la normalisation de cette technique de surveillance et prépare les jeunes à un monde de contrôle permanent. Elle concourt à la mise en sommeil des consciences au lieu d'être un lieu privilégié d'exercice de l'esprit critique. La résistance ne viendra pas d'esprits au garde-à-vous. Qu'adviendra-t-il quand on pourra à l'avenir pour chaque individu croiser son dossier scolaire, ses données médicales, familiales et son casier judiciaire ? L'échec scolaire stigmatisera-t-il la « *dangerosité sociale* » d'un individu ? Enfin, nous refusons la biométrie car elle sera plus que probablement synonyme d'une raréfaction du personnel d'éducation dans les enceintes des établissements scolaires. La mécanisation des entrées et sorties des élèves qui prétend alléger la tache de la vie scolaire, finira par la vider de ses éducateurs et retirer à l'espace scolaire toute dimension éducationnelle et pédagogique. Par ailleurs, les écoles (et particulièrement celles en discrimination positive) jouent un rôle social bien après le parcours scolaire des élèves. Combien ne reviennent pas chercher un conseil ou un peu de soutien moral auprès de leurs anciens éducateurs et professeurs ? La mise en place de bornes biométriques cassera ce rapport tout simplement... humain.



Nous appelons toutes les organisations syndicales et pédagogiques conscientes des risques soulevés par le contrôle biométrique et technologique à l'école à se concerter pour organiser un front du refus et réaffirmer notre attachement au projet d'une école pour tous au service de chacun.

Etudier à l'école Huxley et « *Le Meilleur des mondes* » deviendra-t-il bientôt sulfureux

[Yolki]

Sources :
- RTBF du 5 février 2007
- CNT-FTE

PRESSE/ NET/ ONDES

Presse

« Le Monde libertaire »,
hebdomadaire de la Fédération anarchiste.
http://www.fedration-anarchiste.org/ml

« Combat syndicaliste »,
mensuel des anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires de la Confédération nationale du travail.
http://www.cnt-f.org

« Alternative libertaire »,
mensuel de l'organisation Alternative libertaire.
http://www.alternativelibertaire.org

« Courant alternatif »,
mensuel de l'Organisation communiste libertaire.
http://oclibertaire.free.fr

« No Pasaran » ,
mensuel du réseau antifasciste No Pasaran.
http://nopasaran.samizdat.net

« Offensive »
trimestriel d'Offensive libertaire et sociale.
http://offensive.samizdat.net

« Réfractions »,
revue semestrielle de recherches et d'expressions anarchistes.
http://refractions.plusloin.org

En ligne

http://ainfos.ca,
agence de presse anar internationale

http://endehors.org,
quotidien anarchiste francophone

http://www.mouvements.be,
portail d'informations alternatives

Sur les ondes

« Radio libertaire »,
sur 89,4 FM à Paris et en direct sur
http://www.federation-anarchiste.org/rl/index.php3

« Radio Air libre »,
sur 87,7 FM à Bruxelles.
http://radioairlibre.be

Librairies

Les coordonnées de ces journaux ainsi que les moyens de s'y abonner à partir de Belgique sont disponibles sur le site
http://www.avoixautre.be

Vous retrouverez ces journaux

- à la **Librairie Aden** (44 rue Antoine Bréart à 1060 Bruxelles)

- et à la **Librairie du Monde libertaire** (145 rue Amelot à 75011 Paris).

Violence à l'école. Des pistes face au tableau noir

Le 22 janvier le directeur de l'institut technique Clousot, à Dinant, a été poignardé dans son bureau par un élève. Ces faits ont relancé le débat sur la violence à l'école. Quelles pistes ?

Le 22 janvier, le directeur de l'institut technique Clousot, à Dinant, a été poignardé dans son bureau par un élève. Celui-ci n'acceptait pas son renvoi de l'établissement scolaire, intervenu suite à la vente de drogue. Il craignait que ce renvoi ne complique la demande d'asile introduite par ses parents.

Ces faits ont relancé le débat sur la violence à l'école et ont provoqué un arrêt de travail des syndicats le 26 janvier pour dénoncer *« les mutiples actes d'incivilité ou de violence qui perturbent le travail pédagogique »*.

Avant même de s'interroger sur les raisons de tels actes et plutôt que de résoudre ces problèmes en amont, on nous parle de redonner plus d'autorité aux enseignants, d'augmenter les places dans les centres fermés... Un débat qui survient peu après le passage en douce de la circulaire *« PLP41 »* le 7 juillet. Le ministre de l'Intérieur Patrick Dewael y propose de faire de l'école *« un point de contact »* pour la police. En plus de *« partenariats »* et de *« conventions »* à conclure entre les écoles et les forces de l'ordre, on y parle de transmission d'informations lorsque des *« personnes ou des organisations ont un style de vie et/ou une vision déviante »* qui menacent un *« environnement scolaire sûr »*. Tout un programme... L'école n'est pas l'antichambre du commissariat ! Que veut précisément dire le terme « déviant » et par rapport à quelle norme ?

Pas à pas, la rigidité et le contrôle social s'empare du cadre scolaire. Alors même que l'enseignement a besoin de souplesse pour permettre le dialogue avec les élèves et a pour but leur émancipation. Cette politique de flicage scolaire des jeunes s'accompagne d'un retour à l'ordre moral et aux mesures sécuritaires.

Pour les élèves qui ne rentrent pas dans le rang du système éducatif et pour ceux qui ont un parcours privé chaotique (problèmes familiaux, exil...), le tri social tient lieu d'*« intégration »*.

L'enseignement en quête de sens

« De toute manière, ça sert à rien d'apprendre. On n'aura quand même pas de travail ! », entend-on régulièrement en classe... Selon nous, l'une des sources des *« actes d'incivilité et de violence »* réside dans la crise de sens que traverse l'enseignement depuis plusieurs années. Cette crise est alimentée par la croyance illusoire que l'élévation du niveau culturel de la population produirait mécaniquement une élévation sociale pour les enfants de la démocratisation scolaire. Or, dans la logique du business, plus la formation scolaire s'élève et plus l'exigence des patrons augmente. Comme toujours, restent en queue de peloton ceux qui n'ont pas eu les moyens ou l'envie de dépasser les autres dans la course au pognon.

Pour les libertaires, l'éducation n'a pas pour but de tenter de devenir calife à la place du calife. Elle est faite notamment pour former des citoyens libres, capables de gérer leur vie et la politique de la cité en pleine autonomie. L'un des buts essentiels de l'enseignement est, et restera pour nous, de permettre aux élèves d'acquérir une conscience claire, de ne pas se laisser manipuler ni endoctriner, d'être capables de discuter, de critiquer, de prendre des textes et de les lire pour le plaisir et la remise en question.

Il faut, de ce point de vue-là, reposer la question du projet de société, se placer résolument dans la perspective d'une éducation au service de la construction d'une société égalitaire, d'une république sociale, de type libertaire dans ses modes de représentation politique comme dans les modalités de décision.

Il ne peut y avoir d'école égalitaire sans un changement radical de société. L'égalité des chances, concept si cher aux libéraux et bien ancré dans la société n'est qu'un leurre dès lors qu'il n'y a pas au départ d'égalité de situation sociale. Un militantisme uniquement axé sur une démarche pédagogique comme solution aux inégalités scolaires est de ce fait voué à l'échec. Derrière les mots de responsabilité, d'autonomie..., les libéraux ont réussi à faire porter l'essentiel des difficultés scolaires des jeunes sur leurs propres choix personnels, sur leurs familles, etc. Par voie de conséquence, une *« mauvaise orientation »* (qui conduit au chômage, CQFD !) serait la faute des jeunes et de leurs familles. L'organisation capitaliste de la société n'est, elle, jamais questionnée...

En finir avec les ghettos

Autre raison de la perte de motivation de certains élèves, et donc parfois d'actes d'incivilité ou de violence : la prise de conscience d'être dans une école-ghetto. Comme le rappellent des membres de la Plate-forme de Lutte contre l'échec scolaire, *« les inégalités sociales présentes à l'entrée de l'école sont actuellement renforcées par un système scolaire organisant une dualisation préjudiciable aux plus démunis. »* Comment en est-on arrivé là ? Notamment parce que notre système scolaire s'est construit autour de la *« liberté »* de l'offre des établissements et de la demande des parents. Or tous les individus ne sont pas égaux devant la liberté du choix d'établissement. Pour pouvoir exercer ce droit fondamental, il faut disposer de toutes les ressources nécessaires. *« Ce n'est pas le cas pour les familles défavorisées : elles sont largement démunies par rapport aux informations, aux codes culturels et sociaux dont disposent les familles des classes moyennes et supérieures. Ces dernières opèrent des choix stratégiques en vue d'un positionnement social futur. Il n'est dès lors pas étonnant qu'il faille s'inscrire longtemps à l'avance dans certaines « bonnes » écoles. Cette liberté de la demande est aussi à l'origine de la concurrence que les écoles se livrent pour s'attirer un certain type de public, concurrence qui renforce la ségrégation entre établissements et dès lors entre élèves. »*

A l'heure où les partis xénophobes reprennent du poil de la Bête et où les communautés se replient sur elles-mêmes, la volonté de briser la logique des écoles-ghettos peut également redonner un sens hautement démocratique à l'enseignement : l'apprentissage de la tolérance passe aussi par la mixité culturelle et sociale.

Pour faire cesser la concurrence entre les écoles et donc casser la dynamique de *« dualisation »*, plusieurs pistes peuvent être imaginées. Parmi elles :

- la limitation du choix de l'école, à un nombre réduit d'établissements ;
- la limitation du nombre d'élèves par école. Cette mesure aiderait certainement les écoles à diminuer les aléas dus aux inscriptions ;
- l'instauration d'une date commune d'inscription à tous les établissements secondaires.



En finir avec la dévalorisation de l'enseignement professionnel et technique

Bien qu'elle soit plus spécifique à certaines options de l'enseignement, il existe (parmi tant d'autres) une troisième source de perte de motivation chez certains élèves et donc parfois de perturbation des cours : la dévalorisation dont est victime l'enseignement professionnel et technique.

Non seulement ces sections sont traitées en lieux de relégation des élèves considérés comme *« trop faibles »* ou *« trop difficiles »* mais, de surcroît, les étudiants n'y ont pas accès aux mêmes savoirs de base en maths, en lecture et en langues étrangères que toutes et tous.

Il est totalement anormal que les élèves de professionnelle et de technique n'aient droit qu'à trois heures de français par semaine quand leurs camarades de général en reçoivent le double. Et que dire du fait que les élèves de 3ème ou 4ème professionnelle, pour ne citer qu'un autre exemple, ne bénéficient pas de cours de néerlandais, la deuxième langue du pays ? Nous voulons, avec l'Appel pour une école démocratique, que tous les élèves acquièrent *« une culture commune de haut niveau (histoire, géographie, sciences, littérature, arts, philosophie, etc.), que tous soient initiés aux technologies de la production et de la vie quotidienne (TIC, santé, électricité domestique, agriculture, industrie...), que tous reçoivent une éducation physique et une formation sportive. »*

Le sentiment d'infériorité, présent chez de nombreux élèves de professionnelle et de technique, ne cessera pas par miracle. Il persistera aussi longtemps que la société placera le travail intellectuel sur un piédestal et méprisera le travail manuel ; aussi longtemps que travail intellectuel et manuel seront cloisonnés.

Face à cela, la rotation des tâches peut se dessiner comme piste. Il est vrai que si l'on considère de façon simpliste qu'un individu *« doit faire tous les métiers, au moins une fois »*, elle est une utopie irréalisable. Heureusement, toutes les adaptations sont possibles : d'une part, la rotation peut s'opérer sur des mois ou des années, si le poste exige un long apprentissage et une grande expérience ; d'autre part, elle n'est pas un but en soi. Tout en tenant compte des contraintes, des impératifs particuliers liés aux différents métiers, l'essentiel sera que chacun prenne globalement sa part de travaux monotones ou pénibles (selon, bien entendu, ses capacités physiques).

Inscrite dans l'égalité d'une société sans classes sociales, l'éducation libertaire doit donc être organisée pour donner à chacun les mêmes possibilités d'accès au savoir et ce dans tous les domaines. Bref, la formation générale et polytechnique que nous souhaitons pour tous implique bien l'abandon de toute spécialisation professionnelle avant l'âge de 16 ans.

POUR UNE RÉVOLUTION PÉDAGOGIQUE, SOCIALE ET LIBERTAIRE !

[Louise]

Sources :
- « Le Vif - L'Express » du 26 janvier 2007
- « A voix autre » n°9, hiver 2006
- Appel pour une école démocratique : http://www.ecoledemocratique.org/, 9 décembre 2006
- Alternativelibertaire.org

Le dessaisissement est contraire aux obligations internationales de la Belgique

Ces derniers mois, la presse se fait régulièrement l'écho de faits de délinquance juvénile graves : meurtres de Bart Bonroy et Joe Van Holsbeeck, agression d'un directeur d'école… Dans ce contexte émotionnel, alors que des voix s'élèvent pour remettre en question le système protectionnel appliqué

Ces derniers mois, la presse se fait régulièrement l'écho de faits de délinquance juvénile graves : meurtres de Bart Bonroy et Joe Van Holsbeeck, agression d'un directeur d'école... Dans ce contexte émotionnel, alors que des voix s'élèvent pour remettre en question le système protectionnel appliqué aux mineurs (comme cette proposition de loi, déposée la semaine dernière, qui rendrait obligatoire le dessaisissement lorsqu'un mineur récidiviste de plus de 16 ans a commis une infraction passible, s'il était majeur, d'une peine criminelle), il est primordial de rappeler certains principes relatifs aux droits de l'enfant. La Belgique est partie à la Convention internationale relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989. Cette Convention internationale est la base juridique des droits de l'enfant. Elle énonce les principes fondamentaux auquel tout Etat signataire doit, en la matière, se conformer.

Ainsi, en son article 40, elle indique que *« les Etats parties reconnaissent à tout enfant suspecté, accusé ou convaincu d'infraction à la loi pénale le droit à un traitement qui soit de nature à favoriser son sens de la dignité et de la valeur personnelle, qui renforce son respect pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales d'autrui, et qui tienne compte de son âge ainsi que de la nécessité de faciliter sa réintégration dans la société et de lui faire assumer un rôle constructif au sein de celle-ci »*. Ceci avant d'ajouter que lesdits Etats ont une obligation positive et doivent s'efforcer *« de promouvoir l'adoption de lois, de procédures, la mise en place d'autorités et d'institutions spécialement conçues pour les enfants suspectés, accusés ou convaincus d'infraction à la loi pénale »*.

Le message est limpide : un mineur reste un mineur et, dans l'hypothèse où il se retrouve confronté à une procédure pénale, doit toujours être traité comme tel. A cet égard, le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a été lumineusement clair lors de son examen de la situation belge en juin 2002 : *« d'une manière générale, le Comité est préoccupé par le fait que l'État partie n'a pas suffisamment pris en compte l'approche globale du problème de la délinquance des mineurs, que préconise la Convention, y compris en ce qui concerne la prévention, les procédures et les sanctions »*.

Il recommande donc instamment à la Belgique *« de mettre en place un système de justice pour mineurs qui soit entièrement conforme, en droit et en pratique, aux dispositions de la Convention, en particulier ses articles 37, 39 et 40, ainsi qu'aux autres normes internationales applicables en la matière (...) »*

A l'analyse, près de 5 ans après ces recommandations, force est de constater que le gouvernement belge a fait bien peu de cas de ces avis autorisés des Nations Unies, optant clairement pour une approche sécuritaire et en se lançant dans la multiplication des centres fédéraux fermés pour jeunes.

De même, alors que l'une des recommandations émise par les garants de la Convention des droits de l'enfant condamne sévèrement le recours en droit positif belge à la technique du dessaisissement, cette dernière s'est vue confortée et même étendue par les récentes réformes de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection des mineurs .

Pour rappel, cette mesure autorise un juge à renvoyer un jeune de 16 ans ou plus vers les juridictions pour adultes dans l'hypothèse où il estime qu'il ne dispose plus d'aucune mesure adéquate à sa disposition.

En bref, l'application du droit pénal pour adultes à un mineur, la négation même de la philosophie à la base de la Convention des droits de l'enfant. A la base de ce choix gouvernemental, l'affirmation bien trop fréquente qu'il faut maintenir le dessaisissement comme soupape de sécurité, c'est-à-dire qu'il doit être maintenu pour ces jeunes jugés irrécupérables ayant commis des faits d'une telle gravité que seule la prison est à même de garantir

Peut-on pour autant légiférer en fonction d'événements exceptionnels, aussi dramatiques soient-ils ? Construit-on un système sur base d'exceptions qui, en fin de compte, deviennent la norme pour tous ? De manière particulièrement mâture, les amis de Joe ont rappelé au Premier ministre l'importance de la prévention dans cette problématique.

Si nous voulons un Etat de droit bien pensé, il est plus que temps de sortir de la logique des législations *« émotionnelles »* mais, au contraire, de prendre des décisions mûries et en connaissance de cause.

Or le maintien du dessaisissement en droit belge ne sert pas qu'à mener des enfants suspectés, accusés ou convaincus de crimes odieux devant la justice pénale des adultes, loin

La pratique du dessaisissement prouve à suffisance à quelles dérives elle peut mener. Et c'est pour cela que la Convention des droits de l'enfant a fait le choix de garantir à tous les enfants suspectés, accusés ou convaincus d'infraction à la loi pénale, quelle que puisse être l'ampleur médiatique de tel ou tel dossier, le droit à être jugé par une juridiction particulière qui prend en considération les spécificités qui s'attachent aux mineurs

[Benoît Van der Meerschen, Président Ligue des droits de l'Homme]

ANTI-FASCISME

L'extrême droite en fraction au Parlement européen

Le 8 janvier dernier, des formations d'extrême droite présentes au Parlement européen ont adressé une lettre au président de celui-ci pour annoncer la formation d'un groupe politique. Son nom ? ITS, c'est-à-dire « Identité, Tradition, Souveraineté ». Tout un programme… et de nombreux avantages. Portrait d'un groupe anti-européen en général et de ses membres roumains et bulgares en particulier.

Composition de ce groupe ? Sept Français, parmi lesquels Bruno Gollnisch, Jean-Marie et Marine Le Pen ; trois Belges (se présentant comme Flamands), Frank Vanhecke, Koenraad Dillen et Philip Claeys ; cinq Roumains ; deux Italiens ; un Britannique ; un Bulgare et un Autrichien.

Si Frank Vanhecke, président du Vlaams Blok/Belang, définit ce groupe comme *« une collaboration essentiellement technique »* - destinée, en somme, à obtenir un financement et un droit de parole plus importants -, les principes constitutifs de l'ITS n'en sont pas moins éclairants. Ainsi, parmi eux : *« engagement en faveur des valeurs chrétiennes, de l'héritage, de la culture, des traditions de la civilisation européenne »*, *« engagement en faveur de la famille traditionnelle en tant que trait d'union naturel de la société »* et *« opposition à une Europe unitaire, bureaucratique et à un super Etat européen »*.

C'est grâce à l'entrée des Roumains et des Bulgares dans l'Union européenne qu'un groupe parlementaire a finalement pu être constitué au Parlement. Une entrée contre laquelle le membre britannique d'ITS, Ashley Mote, se prononçait pourtant encore dans une interview, le 12 novembre dernier. Qui sont ces députés à droite de la droite venus de Roumanie et de Bulgarie ?

Extrémistes roumains et bulgares : antisémitisme, cléricalisme, populisme, xénophobie…

Le Parti de la Grande Roumanie (PRM) existe depuis 1991. Le PRM est dirigé par Corneliu Vadim Tudor. Dans ses discours, Tudor stigmatise l'Occident et le capitalisme et s'affirme violemment xénophobe, contre *« l'Occident capitaliste juif qui veut voler la Roumanie et l'a contaminée par des mœurs dissolues et le sida »*. A l'occasion du scrutin présidentiel de 2004, Corneliu Vadim Tudor avait déclaré vouloir *« rendre le pouvoir au peuple roumain »*. Selon lui, son élection à la présidence de la République faisait *« partie du plan de Dieu pour le peuple roumain »*. Le PRM a finalement obtenu 13 % des voix, ce qui le plaçait en troisième position.

Depuis quelques années, le dirigeant du PRM travaille à expurger ses discours de tout relent antisémite. Après avoir longtemps considéré le maréchal Ion Antonescu [1] comme un *« héros national »*, il a ainsi fini par reconnaître sa responsabilité dans la mort de 400.000 Juifs dans les camps de la mort, durant la seconde guerre mondiale. Le composante roumaine du groupe ITS se compose de cinq députés : Petre Popeanga (trésorier), Eugen Mihaescu (vice-président), Daniela Buruiana, Viorica Moisuc et Cristian Stanescu.

Côté Bulgare, l'Ataka a été créé en 2005. Il a remporté 8,7% des suffrages aux élections législatives du 25 juin 2005. Les contraintes imposées par l'Union européenne ayant obligé les partis bulgares à expurger leur discours de ses relents populistes et xénophobes, le leader de l'Ataka, Volen Siderov, n'a eu qu'à exploiter un créneau désormais libre. Considéré comme fasciste, ce parti prône la *« préférence nationale »* et est ouvertement raciste et antisémite.

Extrait de *« L'appel de l'Ataka »*, signé Siderov : *« Faisons entrer dans le pouvoir des patriotes intègres qui pensent à la Bulgarie. C'est la seule garantie que l'on ne nous pillera pas à nouveau. Sinon, nous deviendrons demain un territoire peuplé de serviteurs des étrangers »*. Et l'appel conclut sur ces mots : *« Purge ! Révision ! Châtiment ! Prenons ce qui est à nous ! Rendons la Bulgarie aux Bulgares ! »*.

Au niveau philosophique, l'Ataka n'est certes pas un partisan de la séparation de l'Eglise et de L'Etat : « Restitution immédiate des biens de l'Eglise. Confirmation par la loi de l'Orthodoxie comme religion officielle de la Bulgarie. Introduction du catéchisme à l'école primaire. Harmonisation avec l'avis du Saint-Synode de toutes les décisions concernant les grands problèmes de société, les projets de loi. Elaboration d'un statut de l'Eglise orthodoxe bulgare comme institution, établie financièrement et structurellement et qui prend une place déterminante au sein de la société bulgare et définit le système de valeurs pour l'avenir de la Bulgarie.

En Belgique, un groupuscule néofasciste proche des intégristes nationaux-catholiques de Belgique & Chrétienté affirmait officiellement soutenir Ataka. A cela rien d'étonnant, même si la ligne idéologique du groupe européen ITS semble s'arc-bouter sur des identités pas toujours cohérentes les unes avec les autres.

Ainsi, RésistanceS dénonçait il y a peu les incohérences de la nouvelle compagne présidentielle de Jean-Marie Le Pen, laquelle s'emploie notamment à faire du Front national français un défenseur de la laïcité...

L'alliance entre Le Pen (père et fille) et Gollnisch d'une part, et les cléricaux d'Ataka de l'autre, autour de la défense des valeurs chrétiennes, est un signe de plus de ce qu'il ne s'agit de rien d'autre que d'un lifting de façade.

L'un des représentants d'Ataka, Dimitar Stoyanov, seul membre bulgare du bureau de l'ITS et beau-fils de Volen Siderov, s'est distingué en 2006 pour s'être opposé à la nomination de la députée hongroise d'origine rom Livia Jaroka comme meilleure parlementaire 2006, titre décerné par un magazine du parlement. Stoyanov, membre du parti ultra-nationaliste Ataka, a justifié son opposition par ces mots : *« Dans mon pays il y a des dizaines de milliers de filles tziganes plus belles que cette honorable-là (...). Les meilleures d'entre elles sont chères - jusqu'à 5.000 euros pièce, Wow ! »*. Le parlement bulgare a condamné les propos de Stoyanov, jugés xénophobes et misogynes. Quant au président du Parlement européen, Josep Borrel, il a demandé à Stoyanov de *« retirer publiquement les remarques offensantes et provocantes »* qu'il avait faites sur Livia Jaroka.

[Nadia Geerts] pour l'agence de presse antifasciste Résistances
www.resistances.be

[1] Premier ministre et dictateur roumain entre 1940 et 1944, allié à Hitler. Il fut exécuté en prison en 1946 après avoir été traduit devant un « tribunal du peuple » de la Roumanie devenue communiste.

DANS LA POCHE GAUCHE



Cyrille Galion, *« La peste monothéiste »*, Editions libertaires, janvier 2007, 130 p., 12 euros.

Toutes les religions sont des insultes à l'intelligence. Comment, en effet, peut-on croire à quelque chose qui n'existe pas, dont le fils serait né d'une vierge, qui aurait dit que la terre était plate, qui aurait créé le monde il y a 4000 ans en pétrissant de la terre avec ses petites mains ? Pourquoi, malgré cela, les religions que l'on disait saignées à blanc par les progrès de la science et de la société reprennent-elles du poil de la bête en ce début de XXIè siècle ? Pourquoi cette « résurrection » du religieux s'affuble-t-elle du masque hideux et rétrograde du pire obscurantisme qui soit ? Pourquoi les religions monothéistes demeurent-elles tatouées au fer rouge totalitaire ? Dans ce livre, Cyrille Galion répond à toutes ces questions et c'est peu dire que le crétinisme religieux comme la vermine capitaliste auront du mal à s'en relever.

Aymeric Monville, *« Misère du « nietzschéisme de gauche ». De Georges Bataille à Michel Onfray »*, éditions Aden, 2007, 112 p., 8 euros.

Etonnant Nietzsche ! Tour à tour enrôlé par les gauchistes, les nazis, les anarchistes, les néo-fascistes, les intellectuels de gauche, le voici à présent pro-européen et libéral. Parler de *« récupération* est un peu court. Comment comprendre cette postérité extravagante ? Aymeric Monville revisite la réception de Nietzsche en France. Camus, Bataille, Deleuze, Foucault, Derrida furent autant de grands prêtres du *« nietzschéisme de gauche »*. Ce retour de Nietzsche par la gauche autorise aujourd'hui le consensus irrationaliste, individualiste et anticommuniste, de la *« gauche morale »* à Le Pen. Ce livre entend dévoiler la signification politique du recyclage philosophique de Nietzsche : détruire au sein de la gauche le matérialisme des Lumières et in fine l'ensemble de la philosophie issue du marxisme et du mouvement ouvrier.



Grégori P. Maximov, *« Discussion avec Bakounine »*, préparé par Frank Mintz, Editions CNT-Région parisienne, janvier 2007, 68 p., 6 euros.

Traduction d'une brochure en russe, publiée en 1934 par Maximov et destinée à être passée clandestinement en URSS, ce texte nous permet de (re)découvrir la pensée de Bakounine grâce à un jeu de questions-réponses (citations). L'exercice est très pédagogique car l'essentiel est dégagé. Thèmes des causeries : la révolution sociale, l'action durant la révolution, la suite de la révolution sociale et de la période transitoire. D'autres citations présentées et ordonnées par Frank Mintz (les idées anarchistes, l'organisation), un texte inédit en français de Kropotkine, puis une courte et passionnante biographie de Maximov complètent les entretiens.

Réfractions n°17, « *Pouvoirs et conflictualités* », hiver 2006 - printemps 2007, 144 p., 12 euros.

Quels effets le triomphe du néolibéralisme a-t-il produit sur la conception du politique et sur les théories du pouvoir politique ? Les théories les plus contestataires ne se conforment-elles pas en fait à l'imaginaire établi ? « Réfractions » **débat notamment de « la théorie du pouvoir » de Michel Foucault, qui séduit tant d'intellectuels. Et présente re-lecture de la théorie de la « servitude volontaire » de La Boétie, trop souvent galvaudée. Ce numéro analyse aussi les différentes expériences de révolte, dans deux dimensions : l'une, de réflexion sur la réappropriation de la capacité politique de décision ; l'autre, plus concrète, sur des mouvements sociaux récents qui mettent en scène cette réappropriation - le zapatisme -, ou des événements plus ambivalents, comme la rébellion des banlieues.**

Rolland Henault, *« NON - construire des prisons pour enrayer la délinquance, c'est comme construire des cimetières pour enrayer l'épidémie »*, Editions Libertaires, novembre 2006, 198 p., 12 euros.

Oui, bien sûr, les méchants, ceux qui piquent le sac des petites vieilles dans la rue, qui tapent leur femme et leurs mômes, qui conduisent pochtronés... doivent être sanctionnés. Oui, bien sûr, les très méchants, ceux qui massacrent, détruisent, torturent, tuent... doivent être mis hors d'état de nuire. Pour autant, la prison est-elle la bonne réponse ? Rolland Henault a enseigné pendant plusieurs décennies en prison. Et, il a donc eu l'occasion de rencontrer de nombreux prisonniers. Des célèbres, comme Carlos. Des politiques comme les militants basques et ceux d'Action Directe. Des voyous. Des voleurs de poules. Des dérangés de la tête. De simples gens ayant traversé, un jour, en dehors des clous... Dans ce livre, il a choisi de nous brosser le portrait d'une trentaine d'entre eux en leur laissant largement la parole. Et c'est peu dire qu'on n'en ressort pas indemne. Car, à travers chaque histoire particulière, c'est toujours la même histoire qui revient. Celle du quotidien d'un enfermement visant à humilier et à détruire les prisonniers et leurs familles.

Venezuela - Les deux visages du chavisme

Le président Chavez est la nouvelle coqueluche de la gauche radicale européenne. Mais le mérite-t-il davantage que, en leur temps, Nasser ou Kadhafi ? Face à la duplicité de sa politique (néolibérale au plan macroéconomique, sociale au plan microéconomique), il est crucial de construire des mouvements sociaux indépendants du pouvoir.

Le 3 décembre dernier, Hugo Chavez était réélu président du Venezuela dès le premier tour avec plus de 62 % de voix. Le soir même, il prononçait un grand discours au balcon du palais de Miraflores à Caracas, pour proclamer la *« victoire de la révolution »*, avant de lancer : *« Le règne du socialisme est le règne du futur du Venezuela ! »* Ainsi parle le président Chavez, ancien colonel putschiste, caudillo au charisme exceptionnel et nationaliste de gauche qui a de toute évidence *« une certaine idée du Venezuela »*. Le personnage est certes plus sympathique qu'un pantin sanguinaire et corrompu téléguidé depuis Washington... Ça n'en fait pas nécessairement le nouveau porte-drapeau planétaire de la révolution socialiste, contrairement à ce qu'on pourrait croire en entendant les dithyrambes de celles et ceux qui, à l'étranger, ont fait de Chavez - après Lula - leur nouvelle idole.

Sa popularité incontestable ne tombe pas du ciel et ne repose pas sur un quelconque *« populisme »* comme peut l'écrire paresseusement Libération, mais sur des programmes sociaux tangibles, financés par la manne pétrolière, qui ont réellement changé la vie des classes populaires. La pauvreté a reculé ; un système de santé qui jusqu'alors n'existait pas est en train de voir le jour, et 1,5 million de personnes ont été alphabétisées en deux ans.

Pour autant, si les mots et les faits ont un sens, il n'est évidemment pas question au Venezuela de *« transition vers le socialisme »*. Il ne faut pas voir d'anticapitalisme dans les tonitruantes déclarations anti-impérialistes d'un Chavez qui, pour défier Bush, n'hésite pas à s'acoquiner avec d'éminents bienfaiteurs du mouvement ouvrier tels que le Russe Poutine, le Biélorusse Loukachenko ou l'Iranien Ahmadinejad...

Pour un capitalisme national

La *« révolution bolivarienne »* [1] n'est pas socialiste, mais elle correspond à une volonté de reprise en main par l'État des ressources naturelles jusqu'ici livrées au pillage des multinationales occidentales. Ce projet n'a rien d'une sinécure puisqu'il a valu à Chavez plusieurs tentatives de déstabilisation dont un coup d'État en 2002, fomentées par la bourgeoisie compradore [2] appuyée par Washington et les grands médias privés. C'est le soulèvement du peuple qui à chaque fois lui sauva la mise.

Le chavisme n'est pas un phénomène inédit dans l'histoire. Il se situe dans la lignée des nationalistes de gauche comme l'Iranien Mossadegh en 1952, l'Égyptien Nasser en 1956 ou le Libyen Kadhafi en 1977. Chaque fois l'ambition, derrière la rhétorique *« socialiste »*, est de façonner un véritable capitalisme national, associé à un État fort et « maître chez lui ».

Ainsi en est-il du secteur pétrolier - l'alpha et l'oméga de l'économie vénézuélienne. Plutôt que de prendre le risque d'une nationalisation, l'État s'est engagé dans une politique d'alliances capitalistiques avec les multinationales occidentales. Depuis avril 2006, toutes les compagnies étrangères opérant au Venezuela ont dû former des joint-ventures dont l'entreprise d'État PDVSA est propriétaire à hauteur d'au moins 60 %. Ainsi en est-il également de l'inscription du Venezuela dans le projet Intégration de l'infrastructure régionale d'Amérique du Sud (IIRSA), lancé en 2000 à Brasilia par les douze gouvernements sud-américains. L'IIRSA est un vaste projet néolibéral d'adaptation du sous-continent à la mondialisation capitaliste, qui accentuera les inégalités régionales et sociales... mais permettra peut-être aux classes possédantes latino-américaines de se hisser au niveau de leurs homologues du Nord [3] Ainsi en est-il encore du projet pharaonique caressé par Caracas, Buenos Aires et Brasilia d'un *« Super Gazoduc »* qui irait de la mer des Caraïbes au Rio de la Plata à travers l'Amazonie, sur un parcours de 7 000 à 9 300 kilomètres. Projet aberrant du point de vue social, environnemental et même technologique, et dénoncé par les associations écologistes.

Ainsi en est-il enfin de l'annonce en 2003 du triplement de la production de charbon dans la région de Zulia, en partenariat avec des multinationales nord-américaines, hollandaises et brésiliennes. Une décision qui a entraîné une forte résistance des populations locales voyant leur cadre de vie promis à la destruction.

« D'amples secteurs de la population vénézuélienne ignorent les enjeux de cette stratégie énergétique de l'IIRSA », explique Lusbi Portillo, anthropologue à l'université de Zulia et pourfendeur du projet minier. *« Le gouvernement n'a pas convoqué, devant une décision aussi transcendantale pour la vie du pays, de débat sur le sujet, même pas à l'Assemblée nationale ni dans les universités, pour ne parler que des espaces traditionnels de discussions. »* [4]

Tel est le double visage du chavisme. Si l'État encourage la participation populaire au plan microéconomique (reprises d'entreprises en cogestion, microcrédit, médias communautaires, comités citoyens, etc.), il en va tout autrement au plan macroéconomique. Tout ce qui concerne l'intérêt supérieur du capitalisme national est intouchable.

Des mouvements sociaux subjugués

Qui s'oppose à cela ? Certainement pas la droite et la bourgeoisie affairiste puisque, sur ce point, elle sont en accord avec Chavez. Les mouvements sociaux ? C'est bien l'élément le plus problématique dans la situation actuelle...

Observateur engagé, le journaliste uruguayen Raúl Zibechi estime qu'*« il n'y a pas au Venezuela de mouvements organisés ressemblant à la Confédération de nationalités indigènes d'Equateur (CONAIE équatorienne), ni aux comités de quartier (juntas vecinales) ou aux cocaleros boliviens ou encore aux piqueteros argentins, pour ne pas mentionner les cas les mieux structurés tels que le Mouvement des sans-terre brésilien ou les zapatistes au Chiapas. Autrement dit, il n'y a pas au Venezuela de mouvements larges avec des structures leur garantissant une visibilité, des stratégies ou des tactiques, des dirigeants connus et toutes ces caractéristiques propres aux mouvements organisés et structurés. »* [5]. Certes, le processus « bolivarien » a encouragé la naissance d'une foultitude de comités et d'associations impliquant la population dans la mise en œuvre des programmes sociaux, d'éducation et de santé. Mais elles ne jouent pas un rôle de contre-pouvoir. Attendant tout de l'État, les mouvements sociaux n'ont pas de stratégie propre. Du moins pour l'instant.

Idem au plan syndical. Pour concurrencer la Confederación de Trabajadores de Venezuela (CTV), la vieille centrale bureaucratique inféodée au patronat, l'État a financé le lancement d'une nouvelle confédération : la Unión Nacional de Trabajadores (UNT), qui en quelques mois a dépassé en effectifs la CTV. Des syndicalistes libertaires, trotskistes, ou tout simplement indépendants, s'efforcent de faire vivre un courant critique dans cette UNT, contre les chavistes qui voudraient en faire une simple courroie de transmission du gouvernement.

Les organisations populaires nourrissent en fait des sentiments ambivalents. Certaines voient en Chavez le messie et lui sont d'une fidélité aveugle. D'autres se consolent de leurs frustrations en expliquant que le président ne veut que le bonheur du peuple, mais qu'il est *« mal entouré »* [6].

Les plus critiques pensent qu'il est nécessaire de développer un mouvement social indépendant du pouvoir, mais que cela ne peut pas se faire en-dehors du *« processus bolivarien »* ou contre lui, sous peine de se couper des masses. Rares sont celles et ceux qui osent porter un discours frontalement anti-Chavez, d'autant que le régime ne supporte aucune critique sur sa gauche.

Il arrive pourtant que le conflit d'intérêts entre l'État et les populations locales éclate au grand jour. Lors du Forum social mondial de Caracas en janvier 2006, la politique minière dans la région de Zulia a été dénoncée par une manifestation rassemblant des organisations paysannes, des groupes écologistes, des associations de mal-logés et des médias communautaires ; le tout - et c'est crucial - indépendamment de leur sensibilité pro ou anti-Chavez [7]. Les groupes libertaires l'ont bien compris en soutenant et en participant à cette manifestation.

Quelle voix révolutionnaire ?

A l'extrême gauche, il existe des appréciations différentes de la posture à adopter. Une partie estime qu'il est crucial de lutter contre le chavisme - c'est par exemple le cas du Comité de relations anarchistes (CRA), qui publie le périodique El Libertario. Une autre partie pense au contraire qu'il faut, tactiquement, s'inscrire dans le mouvement *« bolivarien »* pour avoir un minimum d'audience dans la population - c'est le cas d'un groupe libertaire apparu cette année, le Front d'actions libertaires (FAL). Malgré leurs divergences, ces groupes s'accordent sur la nécessité de renforcer les secteurs critiques des mouvements sociaux. L'une des tentatives les plus intéressantes pour faire vivre cette orientation a été le Forum social alternatif (FSA), monté en parallèle au Forum social mondial qui s'est tenu en janvier 2006 à Caracas - et où le président Chavez a bien sûr été omniprésent. Le FSA expliquait dans sa profession de foi qu'il souhaitait « débattre du sens de la révolution » et indiquait prudemment qu'il était critique aussi bien de l'opposition que *« des contradictions qui existent dans le gouvernement bolivarien »*.

Si les contradictions du *« bolivarisme »* deviennent trop fortes, un espace se libèrera sur sa gauche pour les courants anticapitalistes. Ils ne seront audibles que si, d'ores et déjà, des mouvements sociaux indépendants du pouvoir peuvent voir le jour.

[Guillaume Davranche]
www.alternativelibertaire.org

[1] Le « bolivarisme », doctrine fourre-tout brandie par Chavez, se réfère au général Simon Bolivar (1783-1830) qui combattit contre la couronne d'Espagne pour l'indépendance de l'Amérique du Sud.
[2] C'est-à-dire une bourgeoisie dépendante des desiderata de capitalistes étrangers.
[3] Lire à ce sujet Raúl Zibechi, « IIRSA : l'intégration sur mesure pour les marchés », sur http://risal.collectifs.net
[4] Cité par Alain Cassani, « La pétro-révolution d'Hugo Chávez suscite des résistances », sur http://risal.collectifs.net
[5] Raúl Zibechi, « Hugo Chavez et les mouvements sociaux ou le temps des ambiguïtés », sur http://risal.collectifs.net. L'auteur a notamment publié, en français, Généalogie de la révolte, aux Éditions CNT-RP, sur le soulèvement argentin.
[6] C'est le discours de certaines et certains habitants de Zulia : « Si Chavez savait, jamais il n'autoriserait les projets miniers ! »
[7] Les dignitaires chavistes ont vomi leur bile contre ces empêcheurs de tourner en rond, qualifiés d'arriérés, de « contre-révolutionnaires » voire d'agents de la CIA...



Saragosse – 25.000 manifestants contre le projet de base de l'OTAN

Nos camarades anarcho-syndicalistes de la CGT Aragon sont à l'initiative, depuis plusieurs mois, d'un vaste mouvement unitaire qui va d'Izquierda Unida (communistes), en passant par différents collectifs de quartiers, aux anarcho-syndicalistes de la CNT espagnole. Cette mobilisation vise à s'opposer à la mise sur pied dans la ville de Saragosse d'une base de l'OTAN.

La manifestation à l'appel de la CGT - Aragon (anarcho-syndicaliste) et de la *« Plateforme contre la base de l'OTAN »*, le 21 janvier 2007, à Saragosse en Espagne a été un franc succès. Près de 25 000 personnes, parmi lesquelles un cortège imposant et dynamique des anarcho-syndicalistes de la CGT et de la CNT espagnole, ont arpenté les rues de la capitale aragonaise aux cris de : *« OTAN fasciste, criminel et terrosriste »*, *« Dehors l'OTAN ! Hors d'Aragon ! »*, *« Contre le militarisme ! Anarcho-syndicalisme ! »*.

Cette manif représente une belle satisfaction pour nos camarades de la CGT Aragon. Cette dernière a réussi un double pari : être à l'initiative et réunir dans un même collectif les forces vives du mouvement social espagnol (des communistes d'Izquierda Unida aux libertaires de la CNT espagnole) ; mais aussi être à l'initiative d'un mouvement de masse.

Pourquoi les libertaires se mobilisent-ils ? Cette base constituerait la principale base de l'OTAN en matière d'espionnage et de logistique en Europe. Elle s'appuierait sur une technologie de pointe avec l'utilisation d'un système ultra perfectionné appelé Système Allié de Vigilance sur le Terrain (Alliance Ground Surveillance, AGS). Participeraient à ce dispositif plusieurs entreprises internationales, parmi lesquelles : General Dynamics (Etats-Unis), Northrop Grumman (EU), Thales (France) et Indra (Espagne). Ce système d'espionnage innovateur permettrait aux directions militaires de l'OTAN, en premier lieu les Etats-Unis, d'obtenir en temps réel les images de quelconque point de la planète et de suivre tout mouvement d'objet *« suspect »*. Conséquence de ces *« qualités »* : cette base deviendrait le centre de décision de l'OTAN pour lancer des attaques *« ciblées »*

La CGT Aragon est, depuis longtemps, très investie sur la question de la lutte antimilitariste et anti-impérialiste. En effet, 33% du territoire municipal de la ville de Saragosse est déjà occupé par des bases militaires qu'elles soient de l'armée espagnole ou américaine. Cette dernière base fut, d'ailleurs, largement mise à contribution lors des deux Guerres du Golfe (envoie de missiles, départ d'avions).

[Avec des infos de la Confédération nationale du travail]
http://www.cnt-f.org/



Ecologie

L'alternative nucléaire ?

Avec la « Commission Energie 2030 », le lobby nucléaire contre-attaque et veut revenir sur la décision de sortie du nucléaire qui avait été décidée en Belgique en 1999.

L'opinion belge reste divisée sur la question du nucléaire. Selon la large étude menée par la Commission européenne, 22% des Belges sont favorables au nucléaire, contre 32 % qui y sont opposés. À l'échelle européenne, 37% des sondés sont opposés au nucléaire civil contre 20% qui y sont favorables. Cette étude arrive juste dans le contexte des recherches sur de nouvelles voies énergétiques pour réduire la consommation d'énergies fossiles. Même si l'Europe n'en a jamais exprimé le souhait, la sortie du nucléaire a été décidée en Allemagne et la France est en plein débat. Le Danemark a toujours réussi à se passer du nucléaire.

Chez nous, en Belgique, cette étude intervient quelques semaines après que la Commission *« Energie 2030 »* ait proposé une révision de la loi belge qui prévoit une sortie progressive du nucléaire d'ici 2015. *« Notre rapport est objectif »* déclarent les membres de la commission énergie 2030. Pierre Klees, le vice-président de la commission insiste : puisque certains membres de la commission ont travaillé dans le nucléaire, *« cela prouve qu'ils savent de quoi ils parlent »*. Et c'est vrai qu'en ce qui concerne le nucléaire ils savent de quoi ils parlent ! Cette commission, aussi appelée d'Haeseleer, regroupe une majorité de personnalités reconnues dans le milieu nucléaire comme ont pu le montrer Greenpeace, Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen et Inter-environnement Wallonie [1] :

« Professeur docteur ingénieur William D'Haeseleer, président de la commission. (. . .) D'Haeseleer a été de 1993 à 1996 chef du service Etudes mécaniques et manager R&Ddu Département nucléaire de Tractebel Engineering. Il s'agit d'un des plus grandsbureaux d'ingénierie européens, qui effectue également de l'ingénierie nucléaire. »

« Pierre Klees, vice-président Pierre Klees a commencé sa carrière comme ingénieur nucléaire au sein de l'entreprisefrançaise Acec, où il a mené une très longue carrière, qu'il a achevée au poste de CEO deBiac. Son expérience en matière d'énergie se limite au secteur nucléaire. (. . .) »

Parmi les quatre autres membres permanents de la Commission Energie 2030, épinglons *« Jean-Marie Streydio, ex vice-président du Centre d'étude pour l'énergie nucléaire de Mol. Président d'honneur de l'ONDRAF (Organisation nationale des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies) (président jusqu'en 2004). Partisan avéré du nucléaire et lobbyiste actif. (. . .) Et enfin, Pierre Tonon, qui est le commissaire gouvernemental de l'Agence fédérale pour le contrôle nucléaire (AFCN) depuis le 1er avril 2000. (. . .) Il s'est fait taper sur les doigts également lorsque l'AFCN a été critiquée pour des dysfonctionnements internes et l'organisation du contrôle nucléaire. Sa fonction (certainement jusqu'en 2004) d'administrateur de Belgonucleaire est plus importante: il s'agit d'une entreprise dont Tractebel et Electrabel notamment détienne nt des parts importantes (. . .).»* De plus, cette commission *« Energie 2030 »*, commanditée par Marc Verwilghen, ministre en charge de l'Energie a été financée en partie par Electrabel, Tractebel et la SPE, les principaux acteurs du nucléaire en Belgique. En tentant de prouver que l'énergie atomique est la seule alternative valable pour respecter les accords de Kyoto, les conclusions de la commission D'Haeseleer prennent l'allure d'une mauvaise blague. Car en effet, *« La Belgique dispose d'une capacité de remplacement suffisante pour réaliser la sortie du nucléaire ! »* affirme Greenpeace [2] suite à son dernier inventaire des projets liés à la production d'électricité qui sont en voie de réalisation ou qui ont été annoncés depuis la loi de sortie du nucléaire de 2003. *« Entre 2003 et 2006, ce ne sont pas moins de 156 projets qui ont été répertoriés, précise Greenpeace. Leur production combinée estimée est de 10.387 GWh par an. A titre de comparaison, les trois plus anciens réacteurs de Belgique contribuent à la production annuelle de+/- 14.000 GWh [3]. Ces réacteurs doivent légalement être arrêtés pour 2015. (. . .)La capacité de remplacement disponible serait telle que l'on pourrait même envisager d'arrêter anticipativement certains réacteurs. (. . .). A l'horizon 2011, on peut s'attendre à une production de remplacement de 36.989 GWh/an. Ce qui équivaut à 80% de ce qui 'serait' nécessaire pour remplacer l'ensemble de la production nucléaire belge (ce qui est prévu pour 2025)»*. Wendel Trio, directeur des campagnes de Greenpeace explique que «*seule une réaffirmation de la loi sur la sortie du nucléaire par le prochain gouvernement fédéral pourra y changer quelque chose. (. . .) Malgré les incertitudes, la capacitéde remplacement est disponible. Si la loi sur la sortie du nucléaire est confirmée, la Belgique pourra bel et bien fermer ses trois plus anciens réacteurs et se débarrasser des plus polluantes de ses centrales au charbon et ce, avant 2015 au plus tard. »*

[Louis Jazz]

[1] http://www.greenpeace.org/belgium/fr/press/releases/les-conseillers-de-verwilghen ; http://www.greenpeace.org/raw/content/belgium/fr/press/reports/commissio-n2030Energie.pdf
[2] http://www.greenpeace.org/belgium/fr/press/releases/lumiere-ne-s-eteindra-pas
[3] 2) Il s'agit des réacteurs Doel 1, Doel 2 et Tihange 1.

Sources :
http://www.greenpeace.org/belgium/
Les coûts du nucléaire : http://www.etopia.be/IMG/pdf/12._couts_du_nucleaire.pdf
Le Soir, 26/10/06, 8/10/06, 9/1/07
L'Echo, 18-20/11/06

Sortie du nucéaire?

Un peu partout, l'industrie nucléaire est sur le déclin.

Grande-Bretagne : illusoire privatisation

Dans ce pays, 22 des 23 réacteurs actuels seront fermés en 2023. Certes, Tony Blair annonce des projets de nouvelles centrales, mais il est un des seuls à soutenir cette idée, face à une opinion publique défavorable. Qui plus est, Blair a annoncé que les éventuelles nouvelles centrales devraient être construites par des entreprises privées... sans subvention de l'Etat. Il est vraisemblable que, vers 2020, le nucléaire représentera moins de 1% de l'énergie consommée en Grande-Bretagne.

Russie : pas de renouvellement

Poutine annonce de nombreux nouveaux réacteurs nucléaires, mais il est bien moins loquace concernant la fermeture prochaine de 31 réacteurs actuels : « Tous nos réacteurs [opérationnels] s'éteindront dans dix ans. Pour éviter le « gel » du secteur nucléaire civil, il nous aurait fallu construire 1,5 réacteur par un depuis longtemps », a expliqué un membre d'une délégation du Kremlin en visite aux Etats-Unis selon une dépêche de l'agence RIA Novosti du 7 décembre 2006.

USA : bérézina en vue

Aucune commande de réacteur n'a eu lieu depuis l'accident nucléaire de Three Mille Island en 1979. Depuis, la durée de vie des 103 réacteurs en activité est régulièrement prolongée (jusqu'à 60 ans pour certains), augmentant considérablement le risque d'accident. George W. Bush a certes promis en juin 2005 de fortes sommes publiques aux compagnies privées qui construiraient des réacteurs nucléaires, mais aucun projet ne semble se concrétiser. Même si certains projets se réalisaient, ils seraient très loin de compenser la véritable bérézina qui frappera l'industrie nucléaire états-unienne lorsque les vieux réacteurs fermeront enfin – avant un nouvel accident nucléaire, espérons-le.

Asie : dernière frontière ?

C'est dans cette région du monde que les projets semblent, hélas, les plus sérieux. La Chine est parfois annoncée comme le « nouvel el dorado » parce qu'elle entend construire 30, voire 40, nouveaux réacteurs. Rien ne permet de penser qu'ils seront tous construits tant les investissements financiers seraient immenses mais, même si c'est le cas, la Chine produirait alors « royalement » 4% de son électricité avec le nucléaire, soit 0,7% de sa consommation d'énergie. Les projets annoncés en Inde, une vingtaine de réacteurs, permettraient à peine à ce pays de couvrir environ 5% de son électricité (1% de sa consommation d'énergie). Le parc nucléaire japonais, le troisième du monde après les Etats-Unis et la France, connaît lui de graves problèmes de sûreté, 17 réacteurs ayant même été fermés d'un coup pour plusieurs mois en 2003, après le scandale de la falsification de rapports de sûreté alarmants. L'opinion publique a été très marquée par ce scandale mais aussi par l'accident de Tokaï-Mura en 1999, qu a causé la mort de trois travailleurs et irradié des centaines d'habitants. La Corée du Nord et l'Iran ont chacun un programme nucléaire mais pour lequel la production d'électricité reste virtuelle, l'objectif étant l'accès à l'arme atomique.

Allemagne, Suède : sortie trop lente

On peut lire, ici et là, que la sortie du nucléaire en Allemagne serait remise en cause. En fait le débat ne porte que sur le rythme de la sortie, pas sur la sortie elle-même. Nulle construction de nouveaux réacteurs n'est envisagée. La situation est identique en Suède où la fermeture des 10 réacteurs actuels a été décidée en 1980. Par ailleurs, la sortie suédoise traîne en longueur, augmentant considérablement les risques : le 25 juillet, la centrale de Forsmark a frôlé un accident majeur qui aurait contaminé toute l'Europe.

Finlande et France : entêtement

Seuls au monde, ces deux pays souhaitent construire chacun. . . un réacteur, l'EPR du français Areva. Une fois de plus, rien à voir avec un « grand retour » du nucléaire. Le chantier finlandais, le seul à être lancé, est un véritable calvaire : 18 mois de retard officiellement, au moins trois ans en réalité. Par ailleurs, le 16 décembre dernier, l'EPR a été refusé par les Chinois à l'occasion de ce qui était présenté comme le « contrat du siècle ». Malgré cela la France persiste à vouloir construire l'EPR à Flamanville (Manche).

2% d'énergie mondiale

Le rapport « Facteur 4 », remis au gouvernement français en octobre dernier, explique que « l'énergie nucléaire ne représente que 2% de l'énergie finale dans le monde » et pointe « l'apport finalement marginal du nucléaire » dans la lutte contre l'effet de serre. Ainsi le nucléaire impose un danger maximal pour une place en réalité très faible – et en déclin - dans l'énergie mondiale.

D'après le réseau Sortir du nucléaire (in « Alternative libertaire », février 2007)
http://www.sortirdunucléaire.org

Face au défi écologique, trois révolutions sont nécessaires

Crise écologique … Force est de constater que les ressources de la planète ne sont pas inépuisables. Le socialisme sera incompatible avec le productivisme et la consommation de masse.

Depuis des décennies, les anticapitalistes posent à juste titre la question de la redistribution des richesses entre le Nord et le Sud. Cependant, dans l'imaginaire commun, la *« redistribution des richesses »* signifie faire cesser le pillage du Tiers Monde par l'Occident, pour permettre aux peuples du Sud d'atteindre un niveau de développement équivalent. Pour schématiser, cette revendication peut se résumer à celle d'un rattrapage du *« niveau de vie »* du Nord par celui du Sud.

Or ce vieux schéma est bousculé dans son simplisme dès lors que certains pays sont concrètement en train de « prendre leur part » de ce gâteau qu'est la planète Terre, et que cela accélère la destruction des grands équilibres écologiques. L'avènement, en premier lieu, de la Chine et de l'Inde comme puissances industrielles, politiques et militaires obligent les révolutionnaires à repenser de fond en comble la question du modèle de développement. Avec la crise écologique planétaire, personne ne peut plus nier que le socialisme sera incompatible avec le productivisme et la consommation de masse. En effet, sans revenir aux thèses catastrophistes de Malthus, force est de constater que les ressources de la planète ne sont pas inépuisables. Elles pourraient subvenir aux besoins de l'humanité, mais seulement si elles étaient utilisées de façon raisonnable et rationnelle, c'est-à-dire à l'exact opposé de la logique capitaliste qui en elle-même est source de déséquilibre.

1. Le monde est en surrégime

Selon le rapport *« Planète vivante »* du WWF de 2002, *« l'empreinte écologique »* de la population mondiale a grimpé de 80% entre 1961 et 1999, pour atteindre un niveau de 20% supérieur à la capacité biologique de la Terre. Les chiffres utilisés dans ce rapport sont contestés, y compris dans les rangs écologistes, mais néanmoins tout le monde s'accorde à en partager l'idée-force, selon laquelle « la consommation des ressources naturelles peut techniquement dépasser la capacité productive de la planète en diminuant le capital naturel de la Terre. Néanmoins cette situation ne peut être maintenue indéfiniment ».

Cette « empreinte écologique » est la superficie nécessaire (calculée en hectares) pour répondre aux besoins d'un individu ou d'une population en ressources naturelles, et pour absorber leurs déchets.

L'empreinte écologique des États-Unis est la plus importante au monde, avec 2,81 milliards d'hectares, soit environ 9,7 hectares par individu. Vient ensuite l'Union européenne avec 2,16 milliards d'hectares, soit 4,7 hectares par habitant. En troisième position, la Chine ne cesse de monter, avec 2,05 milliards d'hectares, soit seulement 1,6 hectare par habitant ! L'Inde enfin, avec seulement 0,8 hectare par habitant, a déjà doublé le Japon, avec 0,78 milliard d'hectares d'empreinte écologique totale.

La conclusion de cette étude est sans appel : il faudrait six planètes Terre si chaque pays avait un niveau de production et de consommation équivalent à celui des États-Unis. Trois planètes Terre pour un niveau équivalent à celui de l'Union européenne.

Si l'on conserve le schéma classique d'un « rattrapage » du Nord par le Sud, il reste donc encore beaucoup de distance à parcourir pour que « le Sud rattrape le Nord »... alors que les capacités de renouvellement de la planète sont déjà épuisées. Cette course au développement, qui est aussi une course au contrôle de ressources qui ne cessent de se raréfier, fait peser sur l'humanité un double péril : la montée des guerres impérialistes d'une part, la catastrophe écologique d'autre part.

1.1 Le péril écologique

L'activité humaine est à l'origine d'un ensemble de phénomènes gravissimes, au premier rang desquels le réchauffement climatique, qui pourrait se traduire par une augmentation de la température terrestre de 5,8°C en moyenne, selon les prévisions actuelles, d'ici 2100. On en voit les premiers symptômes avec la multiplication des catastrophes naturelles, la fonte des glaciers du Groenland, de la banquise du pôle Nord, la hausse du niveau de la mer, la désertification. Et au-delà des modifications climatiques, d'autres périls écologiques nous guettent : la déforestation, la réduction des ressources halieutiques, la perte de la biodiversité, la pollution irréversible par les déchets nucléaires...

1.2 Le péril impérialiste

Les ressources énergétiques utilisées aujourd'hui (pétrole, gaz, uranium...) sont limitées, et la lutte pour leur contrôle va entraîner une exacerbation des rivalités impérialistes, notamment entre les États-Unis et la Chine. Après le Moyen-Orient, les pays pétroliers africains (Soudan, Gabon, Angola, Guinée Équatoriale, Nigeria, Congo, Saõ Tomé e Príncipe, Tchad ...) sont le nouveau théâtre de chassés-croisés diplomatiques et de guerres d'influence. Mais la concurrence ne pourra que devenir plus violente, à mesure que les ressources vont se raréfier et que l'appétit énergétique des grandes puissances va augmenter.

2. Le capitalisme n'apporte pas de solution

La société capitaliste peut être contrainte de faire évoluer sa politique, sous la pression d'une part des mouvements sociaux, et d'autre part des choix qui font consensus dans les classes dirigeantes.

Dans chaque pays, les classes dirigeantes sont, à certains moments historiques, amenées à élaborer une *« doctrine »* pour employer leurs termes. Les secteurs névralgiques du capital, toujours liés à l'appareil d'État, ont une influence déterminante sur l'élaboration de cette doctrine : que ce soit le lobby nucléaire en France, le complexe militaro-industriel en Chine, les multinationales pétrolières aux États-Unis, les magnats du gaz et du pétrole en Russie, etc.

Au niveau mondial, le gotha de l'oligarchie capitaliste s'est depuis longtemps dotée d'instances de concertation où l'on s'adonne à la prospective, comme chaque année le Forum

économique mondial à Davos ou le groupe du Bilderberg. Les remises en cause du système par lui-même s'expriment déjà dans la doctrine du *« développement durable »*, tirée du rapport Bruntland qui en 1987 préconisait *« un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. »*

Conformément à cette doctrine, les classes dirigeantes occidentales s'engagent de plus en plus dans la voie des nouvelles technologies, du développement des énergies renouvelables, du recyclage des déchets, de la production *« propre »*, etc. Ainsi, principalement dans les pays occidentaux, des innovations technologiques sont mises en œuvre et permettent de ne pas augmenter « trop » l'émission de gaz à effet de serre.

Mais force est de constater que cette *« voie »* n'apporte aucune solution :

- La réduction de la pollution dans les pays occidentaux, en particulier sous la pression des luttes écologiques, est simplement un transfert vers les pays du Sud. Il n'y a eu aucun progrès global sur la planète depuis que ce processus est à l'œuvre, bien au contraire.
- De toutes les façons, les mesures prises restent très insuffisantes pour réduire l'empreinte écologique de l'humanité.
- Et en dernière analyse, ces propositions ne sont souvent brandies que pour éviter une remise en cause globale du modèle de développement qui ruine la planète.

Alors que les États-Unis ont, pour la première fois, subi de plein fouet les conséquences du dérèglement climatique, avec la destruction de la Nouvelle-Orléans, l'oligarchie capitaliste est totalement incapable de se poser les questions nécessaires pour enrayer le processus de destruction de la planète.

Les causes de cette incapacité du système capitaliste à l'anticipation et à l'autorégulation sont intelligibles, pourvu que l'on en examine simplement le fonctionnement. Le capitalisme est fondamentalement une société inégalitaire. Sa logique interne le pousse à une fuite en avant suicidaire. Son idéologie, le conditionnement qu'il impose à la conscience humaine (frustrations et violences provoquées par l'appropriation des richesses par une minorité, absence de solidarité, besoin de consommation sans limite, irresponsabilité individuelle...), la nécessité d'une croissance exponentielle pour conserver un semblant de stabilité sont des obstacles majeurs rendant impossible un contrôle de son activité.

Au total, loin d'apporter une solution au processus de destruction de la planète, le *« développement durable »* se contente de proposer un modèle dans lequel les capitalistes s'affirment écocitoyens, là où les luttes écologiques rendent cette étiquette rentable. Ainsi Total ou la Cogema sponsorisent largement les actions de *« développement durable »*.

Cette vision aclassiste est particulièrement perverse car elle tend à faire porter la responsabilité de la pollution sur le consommateur qui ne fait pas son tri sélectif... pour mieux masquer les responsabilités industrielles des multinationales ou des États, qui s'arrogent seuls le droit de déterminer ce qui est fabriqué, et qui modèlent le comportement des consommateurs par la publicité. Il n'y aura jamais de solution sans rompre avec la logique actuelle de la production au service de l'accumulation de profit, pour parvenir à une production organisée pour répondre aux besoins de l'humanité et au service de son bien-être.

Pour remédier à l'actuelle destruction de la planète, il faudra bien plus que la révolution technologique supposée par la doctrine du *« développement durable »*. Il faudra également une révolution dans les échanges et dans le modèle de consommation. Et on touche là à un ressort vital du système capitaliste, qui est la nécessité de son expansion. Ce qui revient à remettre en cause le capitalisme lui-même.

Ainsi, pour échapper à la destruction de la planète, il n'y a que deux voies possibles :

- soit empêcher les pays du Sud de rattraper le *« niveau de vie »* du Nord ;
- soit repenser complètement le modèle économique au Nord comme au Sud.

La première voie, aussi cynique qu'utopique, pourrait correspondre à l'expression qu'avait eu George Bush Senior lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992 : *« Notre niveau de vie n'est pas négociable »*. Puisqu'il est hors de question de réviser le niveau de consommation des États-Unis, le seul moyen serait de maintenir les concurrents à distance, notamment en monopolisant les ressources énergétiques au détriment de la Chine.

La deuxième voie implique une triple révolution : des modes de production, d'échange et de consommation. Loin d'être inéluctablement une régression pour tous du niveau de vie, ce qui est en jeu, c'est une réorientation de l'activité économique, pour retrouver un équilibre écologique.

3. Trois révolutions sont nécessaires

Nous pourrions nous contenter de dire qu'une seule révolution est nécessaire : la révolution socialiste. C'est, en soi, totalement exact. Mais le *« socialisme »*, fut-il libertaire, ne résout pas en lui-même la question du modèle de développement. Au-delà de la question de la propriété des moyens de production et de l'abolition du salariat, le socialisme devra en effet se poser la question de l'empreinte écologique de l'humanité. Et cette perspective nous invite dès à présent à *« penser »* de quelles révolutions dans les modes de production, d'échange et de consommation, la planète a besoin.

3.1 Révolution dans les échanges : en finir avec la mondialisation

Le réchauffement climatique est dû à l'ensemble des activités humaines émettant des gaz à effet de serre. Il n'existe pas encore d'étude à l'échelle mondiale pour cibler les secteurs les plus polluants de ce point de vue. On s'accordera à penser que les transports, avec le boom du transport aérien, sont en première ligne.

Le secteur des transports est le principal pollueur en volume, et il ne fait aucun doute qu'à l'échelle planétaire, le problème est similaire, du fait de l'explosion des échanges avec la mondialisation capitaliste. La délocalisation des productions est telle aujourd'hui que les différentes composantes d'un produit, au fil des étapes de sa fabrication et de sa distribution, parcourent des dizaines de milliers de kilomètres. Le secteur des transports joue donc un rôle clef dans la mondialisation capitaliste, et les luttes de classe dont il est le théâtre revêtent d'autant plus d'importance.

La remise en cause de la mondialisation capitaliste n'a donc pas uniquement une motivation sociale et anti-impérialiste, elle a également une motivation écologique fondamentale : il n'y aura pas de réduction massive des gaz à effet de serre sans remise en cause de la division internationale du travail, relocalisation des productions et indépendance économique des différentes régions du monde : bien sûr, il ne s'agit pas de prôner une logique d'autarcie, mais celle d'une capacité de développement autonome.

3.2 Révolution dans les modes de consommation : la question de la décroissance

La notion de décroissance est souvent associée à la simplicité volontaire. Les initiatives individuelles se multiplient, à la fois par prise de conscience de l'importance du problème, mais aussi par sentiment de responsabilité directe (notamment à travers le mode de consommation). Ces initiatives constituent des contre-exemples utiles, et permettent de développer la conscience collective du problème, mais en aucun cas un contre-pouvoir. Il est vain d'espérer une généralisation de ce genre de pratiques, la vraie solution ne pouvant être que collective, et passant par une transformation radicale de la société.

Le capitalisme en plus d'être un système d'exploitation est aussi porteur d'une logique de mort de l'humanité de façon intrinsèque. Toute alternative à celui-ci devra prendre en compte la dimension écologique, à l'inverse des précédentes expériences de socialisme autoritaire (ou capitalisme d'État).

La notion de *« décroissance »* en tant que telle n'apporte aucune solution si elle n'est pas associée à une rupture avec le capitalisme. En effet, la crise de 1929 aux États-Unis et la Russie de 1990 ont ouvert des périodes de forte *« décroissance »* économique. Ces *« décroissances »* dans le cadre capitaliste n'ont été porteuse que de plus de misère pour les plus démunis, sans rien apporter de significatif en terme de *« progrès écologique »*.

Nous affirmons que :

- L'objectif d'une décroissance reste dérisoire s'il n'est lié à celui de l'appropriation collective des moyens de production. Une vision aclassiste de la décroissance ne constituerait qu'une nouvelle lune idéologique à la mode, et les communistes libertaires n'y peuvent souscrire. Elle conduirait, au pire, à une politique de rationnement pour les classes populaires, au mieux, aux diverses solutions individuelles de *« simplicité volontaire »* sans impact global.
- La *« décroissance »* est un aspect et non la totalité de la solution au bouleversement climatique - il faut y adjoindre une révolution dans les modes d'échange et de production.
- La *« décroissance »* ne peut être un objectif dans l'absolu : si les pays du Nord consomment trop, nombre de pays du Sud ont besoin de développement, d'infrastructures de transport, d'éducation, de santé. Et y compris au sein des pays du Nord, un accès amélioré aux mêmes services pour les groupes sociaux défavorisés est une nécessité.

Militant(e)s communistes libertaires, nous n'avons aucun penchant pour l'exotisme qui voit dans le dénuement et la pauvreté un *« supplément d'âme »* à ce monde sans pitié. La nécessaire révolution dans les modes de consommation ne peut donc s'entendre que différenciée selon les régions du monde. Pour schématiser : il faut que les *« riches »* consomment moins pour que les *« pauvres »* vivent mieux.

La *« solution au défit écologique »* signifie un bouleversement économique impliquant une redéfinition :

- de la finalité de la production, organisée uniquement pour satisfaire les besoins de l'humanité ;
- de la meilleure utilisation possible des innovations technologiques, pour éliminer la plus grande partie de la pollution, de la généralisation du recyclage, de la production de biens matériels qui ne seront plus conçus pour tomber en panne après quelques années ;
- du mode de transport (automobile, transport collectif, route, rail, aérien) ;
- de la place des emballages, de la publicité ;
- des choix énergétiques (énergies fossiles, énergies renouvelables, économies d'énergie).

Au total, c'est à une redéfinition générale du nécessaire et du superflu dans le système économique qu'il faut réfléchir. Notre objectif n'est pas celui d'un appauvrissement de l'humanité, mais une révolution dans les modes de vie : une baisse drastique de la consommation de produits matériels et un enrichissement de la vie sociale et culturelle, un développement des relations sociales, de la culture, de l'art, de la connaissance...

3.3 Révolution dans les modes de production : les économies d'énergie

Le seul aspect positif de la doctrine du « développement durable » - et de l'épuisement des énergies fossiles - est d'avoir mis au goût du jour, dans la recherche technologique, la question du recyclage, de la production propre, de l'économie d'énergie, des carburants verts, de l'économie d'eau dans l'agriculture, des énergies renouvelables, de l'habitat écologique, etc.

Autant d'innovations technologiques que l'on peut reprendre à notre compte, même s'il faut avoir bien conscience qu'il ne s'agit là que d'un aspect et non de la totalité de la solution au bouleversement climatique.

La question de l'énergie sera forcément au centre du débat. Et devant la fin des énergies fossiles, le débat autour du nucléaire va rebondir. Mais le nucléaire n'est pas une solution à l'effet de serre. La part du nucléaire dans la consommation mondiale d'énergie est en effet marginale (3%). Imaginer freiner le réchauffement climatique en construisant des milliers de nouvelles centrales nucléaires dans le monde est donc complètement insensé à cause des risques sanitaires et environnementaux connus et des tensions géopolitiques existant dans le monde qui font des centrales des cibles militaires de choix.

Même si la question des moyens d'une sortie du nucléaire demeure dans un pays ultra-dépendant de cette industrie comme la Belgique, nous restons donc opposés à l'énergie nucléaire, qui fait peser sur nos sociétés des risques sanitaires et sociaux disproportionnés.

4. Conclusion stratégique

L'environnement n'est pas une question « humaniste » dépourvue d'enjeux politiques. Pour agir concrètement, il faut l'analyser en lien avec les luttes de classe, les stratégies du capitalisme, les rapports de production, les rapports de forces impérialistes dans le monde, etc. C'est pour cela que nous devons parler systématiquement d'écologie politique. En même temps, les solutions à ce défi majeur qu'est la destruction de la planète transcendent la simple opposition entre capitalisme et socialisme. S'il est évident que le capitalisme, en lui-même, n'apporte pas de solution, nous ne pouvons affirmer, de façon symétrique, que le socialisme est la réponse à tout.

D'une part parce que cette assertion aurait pour effet de renvoyer toute action à un futur post-révolutionnaire dont rien n'indique qu'il adviendra avant la destruction complète de la planète par le capitalisme. Ce n'est donc pas *« trois »* mais *« une seule »* révolution qui serait nécessaire : la révolution socialiste.

D'autre part parce que le socialisme doit intégrer dans sa finalité la question écologique. Les *« modèles »* socialistes de jadis sont révolus. Aussi bien le modèle productiviste cher aux staliniens, que le modèle *« abondanciste »* des anarchistes de jadis, où la *« prise au tas »* était censée résoudre la question de la production et de la consommation.

Le communisme libertaire devra atteindre le point d'équilibre entre les capacités productives, les besoins des populations, et les capacités de la biosphère. Et au-delà d'une gestion rationnelle des ressources naturelles, la question écologique doit nous amener à repenser fondamentalement la question de la place de l'humanité sur la planète. Face à l'héritage judéo-chrétien qui incitait les hommes et les femmes à dominer la planète, il nous faut prendre conscience que notre existence est intimement liée à celle de l'ensemble du monde vivant. Notre avenir ne pourra pas se construire contre le reste du vivant. Là aussi, l'idéologie de la domination doit être brisée, pour que l'humanité retrouve un avenir. Dans l'immédiat, dans le mouvement altermondialiste - assoupi dans les pays du Nord, mais toujours aussi virulent dans le reste du monde -, il est indispensable d'avoir à l'esprit la boussole politique que constituent ces *« trois révolutions »* nécessaires dans les modes de production, d'échange et de consommation.



Jean Van Lierde - Un réfractaire s'est éteint

Jean Van Lierde est décédé vendredi 15 décembre à Bruxelles. Ce grand pacifiste, issu du monde chrétien, avait notamment fréquenté le mouvement anarchiste.

« La dette immense que j'ai vis-à-vis de l'anarchie, c'est que c'est dans le monde anarchiste qu'on me disait quelle est la tradition anti-militariste et pacifiste dans l'église qui était la mienne », expliquait en 2000 Jean Van Lierde à propos de sa rencontre en 1945 avec le libertaire belge Hem Day. Et de préciser : *« J'ai 75 ans aujourd'hui et si je suis resté un homme libre, c'est-à-dire que je peux dire merde à n'importe qui, aux autorités et aux autres, c'est certainement grâce la formation qui m'a été donnée chez les anars. Restant dans mon Eglise et continuant à croire aux vertus égalitaires des évangiles, je dois cependant à la pensée libertaire de rester un homme libre. »*

Né à Charleroi le 15 février 1926 d'une mère wallonne et d'un père flamand, formant une famille catholique modeste. Par obligation matérielle, son père le fait engager à son usine dès l'âge de 15 ans, en 1941. Il en a gardé un sentiment d'injustice profonde et une frustration de n'avoir pu continuer ses études, ce qu'il compensa par une boulimie littéraire En 1942, à l'usine, Jean Van Lierde entre dans un réseau de Résistance. À la Libération, en septembre 1944, il participe à l'arrestation de collaborateurs, mais c'est un des seuls résistants à ne pas être armé. Écœuré par la façon dont les vainqueurs traitent les vaincus, il empêche un groupe d'excités d'abattre des soldats allemands qui se sont rendus. A cette époque, Jean est profondément immergé dans le monde catholique : de la paroisse à la mouvance démocrate-chrétienne en passant par 1e scoutisme. Mais, parcourant réunions et meetings, il noue également de nombreux contacts avec les milieux *« rouges »*, socialistes et communistes ; et surtout il rencontre le *« continent noir »* : les libertaires. C'est avec cet étonnant bagage politique et philosophique qu'en 1949 il refuse de rejoindre les drapeaux et est emprisonné. À sa sortie de prison, il se voit interdit de fréquenter sa paroisse et démis de ses fonctions chez les scouts. Entre 1949 et 1952, il effectue trois séjours en prison, totalisant quinze mois derrière les barreaux. À la prison de Nivelles, il est enfermé comme droit commun alors que les anciens collabos de la division SS wallonne circulent librement dans l'enceinte de la prison.



En 1952, les autorités militaires lui accordent de remplacer son service par la mine en l'estimant *« condamné aux travaux forcés »*, espérant trouver ainsi un moyen de se débarrasser de cet énergumène récalcitrant, qui réussit trop bien à faire parler de lui. Il se retrouve donc mineur au charbonnage du Bois du Cazier à Marcinelle. Il découvre de l'intérieur *« l'enfer de la mine »*. Il dénonce les effroyables conditions de travail et l'exploitation impitoyable des mineurs, pour la plupart étrangers et non syndiqués. Cela lui vaut d'être renvoyé après six mois et mis à l'index de tous les charbonnages belges. Les dénonciations et les mises en garde acharnées de Jean Van Lierde seront confirmées tragiquement quelques temps plus tard, le 8 août 1956, lors d'un drame qui marqua profondément le pays : la catastrophe du Bois du Cazier dont le bilan est le plus lourd que la Belgique ait connu : 262 morts.

Jean poursuivra son combat contre le service militaire jusqu'à l'adoption de la loi sur l'objection de conscience et le service civil en 1964. Durant les années 60-70, il participe à l'organisation de nombreuses manifestations pacifistes et antimilitaristes, à la création de réseaux pour l'accueil de déserteurs américains de la guerre du Vietnam, se basant sur son expérience acquise durant la direction d'un réseau d'aide au FLN et aux français réfractaires durant la guerre d'Algérie. Il travaillera à unifier les deux grandes organisations internationales pacifistes et non-violentes de l'époque : l'Internationale des Resistants à la Guerre (IRG) - où militaient entre autres les anarchistes belges - et le Mouvement International de Réconciliation (MIR) - d'obédience chrétienne - dont il sera président de la branche belge.

La lutte anticolonialiste est un des autres piliers de son action. Par de nombreux contacts et publications, il souhaite participer à la préparation d'une indépendance dans les moins mauvaises conditions possibles, en transmettant l'héritage de la non-violence dans les luttes de libération et en favorisant le dépassement des clivages ethniques. C'est Van Lierde qui a convaincu son ami Patrice Lumumba, le Premier ministre congolais, de faire son discours historique du 30 juin 1960 lors des cérémonies de l'indépendance du Congo. Le grand militant panafricain Lumumba y évoqua les violences et l'horrible oppression du colonialisme belge. Ce discours imprévu violait complètement le protocole qui se limitait à deux



discours *« paternalistes, patriotards, colonialistes »*, l'un du roi belge Baudouin et l'autre du président congolais Kasa-Buvu. Patrice Mumuba fut assassiné le 17 janvier 1961 au Katanga. Après une enquête minutieuse, Van Lierde publie avec le CRISP le récit des « cinquante derniers jours de sa vie » où est mise à nu la longue chaîne de responsabilité, d'hypocrisie et de traîtrise qui mena à cette tragédie.

Sa vie ne s'arrête bien évidemment pas là. On pourrait aussi parler de son travail au CRISP (Centre de Recherche et d'Information Socio-politiques) qu'il a fondé avec Jules-Gérard Libois en 1958 et dont il fut le secrétaire général pendant 25 ans. Jean Van Lierde a été de tous les grands combats humanistes du siècle : la résistance au fascisme, la lutte antimilitariste et anticapitaliste, le mouvement pour la paix, le combat contre le colonialisme et pour la libération des peuples... Toute sa vie, il a provoqué, pourfendu, résisté à toutes les cliques conservatrices bien pensantes et à toutes les hiérarchies rigidifiées, quelle que soit leur chapelle idéologique. Sa vie est le digne symbole de son combat ultime : l'abolition de toutes les armées et l'instauration d'une société socialiste démocratique et anti-autoritaire.

PROCHAIN N°: LES ELECTIONS SORTIE MAI 2007

Les bains publics, révélateurs de la misère grandissante

En ce début du 21e siècle, 63 ans de sécurité sociale et 86 ans de logements sociaux, peu de gens sont conscients que d'énormes problèmes de logements se posent encore dans un pays aussi riche que la Belgique [1]

La question du logement ne se résume pas seulement aux SDF mais est bien plus large puisqu'on considère que 21% des belges ne disposent pas de tout le confort de base, à savoir des installations sanitaires fonctionnelles, de l'eau chaude courante et le chauffage central. Soit 6% de plus du chiffre déjà terrible des 15% de la population belge, plus d'un million et demi de personnes, qui vit en dessous du seuil de pauvreté, seuil qui est défini en Belgique par un revenu de 772 euros. Le coût du loyer, sans parler de l'accès à la propriété, est donc un réel problème ainsi que la multiplication des logements insalubres.

Dans les critères de salubrité du Code wallon du Logement un des aspects de non-conformité qui est souligné est l'absence d'infrastructures sanitaires. Pour prendre un exemple concret, plus de 5,5% des habitations à Liège ne sont pas équipées de salles de bains et/ou de toilettes selon les chiffres de l'Institut National de Statistiques de 2001. Une des causes principales de cette situation est la division des maisons uni familiales en kots et garnis, rendant les superficies individuelles difficilement habitables avec des moyennes inférieures à 28m^2 et, surtout, le manque d'installations sanitaires individuelles. Si des efforts sont faits par la ville pour réhabiliter les quartiers et augmenter la diversité de l'offre résidentielle publique ou parapublique, il s'agit également de prendre en compte les questions d'hygiènes que pose une telle situation.

Deux institutions accueillent au centre ville les personnes désirant se laver correctement. La première de ces institutions est publique. Intégrés dans un complexe plus vaste comprenant également des salles de sports et une piscine, Les « Bains publics » de la Sauvenière comportaient à l'origine 18 cabines avec baignoires et 36 cabines avec douches, réparties de part et d'autre du hall central, séparant ainsi les hommes et les femmes. Le complexe comportait également un étage équipé de manière ultramoderne à l'époque de sa construction de services spécialisés en hydrothérapie et physiothérapie. Si depuis plusieurs années la piscine et le centre thermal sont fermés, le service des « Bains publics » a été maintenu devant son importance sociale indispensable pour une aussi grande ville. Aujourd'hui ce service ne comporte plus que 14 baignoires et 13 douches. Il est accessible trois journées par semaine, de 9h30 à 18h pour une somme modique de 1,30 euro pour une utilisation de trente minutes. Le public qui utilise ce service est composé d'habitués ayant souvent un logement mais dont les revenus très modestes ne permettraient pas une hygiène corporelle correcte sans cette possibilité.

La deuxième institution est une association « d'accueil de jour » privée. Emanation de l'ordre de la Croix de Malte, elle existe depuis 1999. Comme la Sauvenière, elle est située au centre de Liège. Le service met à la disposition du public 3 cabines de douches qui s'intègrent dans un service sanitaire plus large comprenant également 2 machines à laver, la mise à disposition de produits comme du savon, du dentifrice mais aussi une table et un fer à repasser. Complètement saturée, cette association accueille un public plus précarisé que les Bains publics de la Sauvenière.

Bien que fondamentales, ces deux institutions ne suffisent pas pour répondre à la demande croissante d'une population qui se précarise. Outre ce constat toujours dérangeant à faire dans un des pays les plus riche de la planète, il est également interpellant pour les laïques de constater que le service public se désengage de ce type d'intervention (les Bains publics de la Sauvenière déménageront en 2008 [2] dans un tout nouveau complexe sportif où ils seront cependant encore réduits au niveau de la capacité d'accueil puisque les chiffres les plus positifs parlent de 8 cabines-douches seulement) et que seul des institutions charitables chrétiennes occupent ce terrain.

[Julien Dohet]

Cet article de Julien Dohet se base sur des recherches qu'il a effectuées en collaboration avec Linda Felicetti, dans le cadre de la conception d'une exposition sur l'histoire des Bains et Thermes de la Sauvenière à Liège. Il est paru dans le magazine « Espace de libertés » et est reproduit ici avec l'autorisation de son auteur.

[1] Un toit pour tous. La 84e semaine sociale du MOC, in Hors série n°6 de la revue Politique, septembre 2006
[2] Précisons ici que cette décision de la ville est antérieure et indépendante du projet de réhabilitation du bâtiment.

A voix autre a pour objectif de réfléchir aux idées libertaires en décryptant l'actualité et de proposer des activités pour les faire avancer dans notre société. Nous pensons que ce n'est qu'en essayant de susciter un esprit critique de la part des individus que l'on pourra, par la suite, élaborer un autre projet de société.

Nous pensons qu'une société plus libre et plus juste devra s'appuyer sur des expériences antérieures de fonctionnement non-autoritaire. Pour cela, nous considérons comme essentiel d'agir, dès aujourd'hui et dans tous les domaines de nos vies (sur nos lieux de travail, dans nos quartiers, etc.), de manière autogestionnaire et égalitaire, ce qui passe notamment par la pratique des assemblées générales, par l'usage de mandats impératifs et révocables et par la rotation des tâches.

Les anarchistes veulent construire une société libre sans classe ni Etat; sans patrie ni frontières; sans discrimination qu'elle soit liée au sexe, à l'origine géographique, à l'âge ou autre, avec notamment comme objectifs : l'émancipation des individus; la liberté d'expression et de circulation; l'éducation libertaire et permanente dans tous les domaines de la science, de l'industrie et des arts; l'égalité sociale et économique; l'abolition du salariat; la possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution (excluant toute possibilité d'exploiter le travail d'autrui); l'organisation sociale sur la base de la libre fédération des producteurs et des consommateurs; la démocratie directe. Dans le cadre d'une société libertaire, il s'agit d'autogérer les affaires au profit de la collectivité toute entière.

RENCONTRER DES ANARCHISTES :

A Bruxelles : Centre libertaire et groupe Ici et Maintenant de la Fédération anarchiste, au Collectif Les Foulons, c/o Centre Garcia Lorca, 47-49 rue des Foulons à 1000 Bruxelles, métro Anneessens. Permanence et bibliothèque tous les premiers samedi après-midi du mois. En Flandre : www.anarchie.be.

Le journal est à prix libre. Par cette pratique de solidarité, c'est donc l'usager qui fixe le prix. Il ne s'agit pas d'arnaquer mais de participer à la hauteur de ses moyens et des ses envies.Le prix libre donne l'occasion d'un questionnement: Quels sont mes moyens ? Combien vais-je donner ? Quels sont les frais engendrés par la production et la diffusion d'un journal ?

Vous pouvez aussi soutenir A voix autre via le numéro de compte (banque Triodos), 523-0802245-33 en mentionnant « soutien » en communication. Pour vous y abonner, veuillez indiquer « abonnement » en communication ainsi que la durée de celui-ci ou le nombre d'exemplaires. La somme versée doit couvrir les frais postaux.

Si vous souhaitez participer à la distribution du journal, il vous suffit de nous contacter.

Infos, réactions, remarques, questions, lettres d'amour, spams, encouragements, insultes, bons plans, concerts, conférences, articles... doivent nous parvenir à : avoixautre@no-log.org

L'actualité au jour le jour, les dernières chroniques de livres, un agenda mis à jour, sont disponibles sur www.avoixautre.be

Ed.resp. : Nico Inghels, c/o Collectif Les Foulons, 47-49 rue des Foulons à 1000 Bruxelles. Les articles signés n'engagent que leurs auteurs.

Ne pas jeter sur la voie publique.